

Articles de presse, dépêches 14/04/08 et we

Sommaire

Emeutes de la Faim/ Sécurité alimentaire.....	1
La Banque mondiale et le FMI tentent de mobiliser face à l'envolée des prix alimentaires	1
Emeutes de la faim : un défi inédit pour l'ONU	3
La production agricole augmente, mais moins vite que la demande.....	5
Le retour des ventres creux	6
La crise alimentaire reconnue comme une priorité mondiale	8
«Une hécatombe annoncée»	10
Le fossé.....	11
Émeutes de la faim : les raisons de la colère	11
Egypte «Sans les subventions, la situation aurait déjà explosé»	13
Bangkok peine à répondre à la demande mondiale	14
Haïti La rue fait chuter le Premier ministre.....	15
Le cri d'alarme de la FAO.....	15
Emeutes de la faim - La France pousse l'Union Européenne à soutenir l'agriculture	16
Agriculture - Agir sur les prix des céréales	17
La crise alimentaire bouleverse la planète.....	17
Jacques Diouf: "De nouvelles émeutes de la faim"	19
Le monde a faim	20
"La colère pourrait s'étendre aux campagnes"	21
Emeutes de la faim: le cri d'alarme de Strauss-Kahn	22
Réactions politiques (dernières dépêches)	23
Hausse des prix des aliments: la France propose une initiative de l'UE	23
Crise alimentaire : L'UMP souligne l'urgence pour l'ONU de "jouer un rôle"	24
Les agrocarburants, une "vraie fausse bonne idée" pour les Verts.....	24
Biocarburants: l'UE maintient ses projets, malgré le feu des critiques	25
Affaire NaKoNo.....	26
Fillon: "Il fallait marquer le coup".....	26
OGM: Nathalie Kosciusko-Morizet soutenue par 8 Français sur 10	28
Points de vue OGM	28
« Sur les OGM, la raison doit l'emporter »	28
Monsieur Fillon, respectez le Parlement !.....	30
OGM : le fantasme de la simplicité	32
Les OGM ne sauveront pas la planète de la faim.....	32
Barnier défend les avancées de la loi sur les OGM.....	34

Emeutes de la Faim/ Sécurité alimentaire

La Banque mondiale et le FMI tentent de mobiliser face à l'envolée des prix alimentaires

LEMONDE.FR | 14.04.08 | 13h40 • Mis à jour le 14.04.08 | 13h43

La Banque mondiale (BM) se réunissait comme le FMI en assemblée de printemps ce week-end. La BM, qui réunissait dimanche 13 avril son comité pour le développement, a appelé les gouvernements des pays membres à intervenir d'urgence pour éviter que la crise alimentaire n'appauvrisse encore davantage quelque 100 millions de personnes dans le monde. "Sur la base d'une analyse sommaire, nous estimons que le doublement des prix alimentaires au cours des trois dernières années pourrait pousser plus profondément dans la misère 100

millions d'individus vivant dans les pays pauvres", a expliqué le président de l'institution, Robert Zoellick.

L'ensemble des prix alimentaires mondiaux a bondi de 83 % au cours des trois dernières années, selon la Banque mondiale. Elle estime que la hausse des prix du blé a atteint 181 %. Ces dernières semaines, la flambée alimentaire a entraîné des manifestations violentes en Egypte, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, en Ethiopie, à Madagascar, aux Philippines, en Indonésie et en Haïti.

Les représentants des pays donateurs ont discuté un plan massif de lutte contre la malnutrition annoncé en début de mois par M. Zoellick, qui l'a comparé par son ampleur au "New Deal" américain après la grande Dépression.

M. Zoellick a indiqué dimanche que le programme alimentaire mondial (PAM) avait déjà reçu plus de la moitié des 500 millions de dollars qu'il a demandés à la communauté internationale avant le 1er mai. Mais "ce n'est pas assez". "Il demeure urgent que les gouvernements interviennent", a-t-il souligné.

Présent dans 78 pays où il nourrit 73 millions de personnes, le PAM est l'agence humanitaire la plus importante au monde et joue un rôle essentiel concernant la sécurité alimentaire. L'Agence a fourni en aide alimentaire près de 88 millions personnes dans 78 pays dans le monde en 2006.

DOUBLEMENT DES PRÊTS À L'AFRIQUE

La Banque mondiale prévoit par ailleurs de presque doubler ses prêts agricoles en Afrique en les portant à 800 millions de dollars.

En outre, la Société financière internationale — la filiale du Groupe de la Banque mondiale chargée de la promotion du secteur privé — augmentera ses investissements dans l'agroindustrie.

M. Zoellick propose par ailleurs que les fonds de patrimoine souverains du monde entier affectent 30 milliards de dollars — soit 1 % de leur actif de 3 trillions de dollars — aux investissements destinés à stimuler " la croissance, le développement et les possibilités " en Afrique.

A côté de ces mesures à moyen terme, des mesures d'urgence vont être prises : la Banque mondiale va octroyer 10 millions de dollars à Haïti et y envoyer des experts pour aider les autorités haïtiennes à répondre à la crise alimentaire, qui a généré de violentes émeutes et coûté son poste au premier ministre haïtien.

Le prix d'un sac de 50 kilos de riz, l'aliment de base en Haïti, a doublé pour atteindre 70 dollars dans un pays où 80 % de la population vit avec moins de 2 dollars par jour.

"Avec cette nouvelle aide de 10 millions de dollars, la Banque mondiale va soutenir les efforts du gouvernement pour augmenter rapidement les programmes de minima sociaux, y compris les repas dans les écoles, tout en poursuivant des mesures de long terme pour créer des emplois", a commenté Yvonne Tsikata, directrice de la région Caraïbes à la BM. Depuis 2005, la BM a fourni approximativement 220 millions de dollars de soutien à Haïti.

Encadré : Les mesures d'aide de la Banque mondiale en matière agricole

Le Groupe de la Banque mondiale peut apporter son concours :

- en appuyant des mesures d'urgence qui offrent un soutien aux groupes de population pauvres;
- en encourageant les mesures qui encouragent la culture et la récolte de produits alimentaires ;
- en donnant accès à des outils techniques et scientifiques permettant d'accroître les rendements ;
- en aidant les pays à se protéger des risques liés à la variabilité du climat et à des phénomènes comme la sécheresse ;
- en facilitant l'attribution de titres fonciers, les financements en monnaie nationale, la fourniture de fonds de roulement, la mise en place de systèmes de distribution, la logistique et l'appui aux services auxquels les agriculteurs doivent faire appel.

Encadré :

Pour Jean Ziegler, la production massive de biocarburants est un "crime contre l'humanité"

"La fabrication de biocarburants est aujourd'hui un crime contre l'humanité", a affirmé à la radio allemande le rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, le Suisse Jean Ziegler, du fait de son impact sur l'envolée des prix alimentaires mondiaux. M. Ziegler a également critiqué l'Union Européenne pour sa politique de subventions, l'accusant de dumping agricole en Afrique. – (Avec AFP.)

Emeutes de la faim : un défi inédit pour l'ONU

Philippe Bolopion, Le Monde, 13/04/08

NEW YORK (Nations unies) CORRESPONDANT

Confrontée à la flambée mondiale du coût de la nourriture, l'ONU se prépare au pire. "Une des inquiétudes majeures est la possibilité que l'ensemble du système d'aide alimentaire d'urgence soit incapable de faire face", prévient une note interne de l'ONU dont Le Monde a obtenu une copie. Elle recommande la mise sur pied de "plans d'urgence spécifiques pour répondre aux besoins des populations urbaines", jusque-là peu touchées par la malnutrition.

D'après ce document de travail, la hausse des prix, qui pourrait se révéler non pas passagère mais "structurelle", risque de plonger dans l'"insécurité alimentaire" des millions de personnes. Et la communauté humanitaire manquera de moyens et d'expertise pour leur porter secours.

Selon le "mémo" de neuf pages produit par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), l'ONU devra répondre aux besoins de "nouveaux groupes de population" à un moment où il y aura "moins de nourriture à distribuer". Pour cause d'augmentation des prix des aliments et de l'énergie, les agences humanitaires reçoivent moins de dons en nature et doivent dépenser plus pour acheter de la nourriture et la distribuer.

Parmi les défis qui attendent l'ONU et qui ne doivent pas être sous-estimés, figure aussi le durcissement de crises locales causé par des "émeutes de la faim", comme celles qui ont secoué l'Egypte, la Mauritanie, le Mexique, le Maroc, la Bolivie, le Pakistan, l'Indonésie, la Malaisie...

Ces troubles pourraient imposer "des interventions humanitaires hautement délicates" notamment en termes "de ciblage et de distribution", dans des périodes d'agitation et d'instabilité.

La réflexion onusienne s'appuie notamment sur des données du Fonds international de développement agricole (FIDA), une agence de l'ONU selon laquelle, pour chaque augmentation de 1 % du prix des denrées de base, 16 millions de personnes supplémentaires sont plongées dans l'insécurité alimentaire. Cela "signifie que 1,2 milliard d'êtres humains pourraient avoir chroniquement faim d'ici à 2025 ; 600 millions de plus que précédemment anticipé", prévient le document. Parmi les pays en première ligne : l'Erythrée, la Sierra Leone, Madagascar, Haïti, la Géorgie, le Burundi ou le Zimbabwe.

Selon cette analyse, bien que la flambée des prix alimentaires soit en partie due à des facteurs temporaires, la concomitance de "prix records de la nourriture" et de "productions agricoles record" est "une indication forte" que les prix resteront durablement élevés. D'autant plus que les facteurs de long terme, tels que l'augmentation de la population mondiale, la richesse croissante de pays tels que l'Inde, la Chine ou le Brésil (où l'on consomme plus de viande, et donc de grains pour le bétail), ainsi que la pénurie des ressources naturelles suggèrent "la possibilité d'un changement structurel, plutôt que simplement cyclique".

Bien que les groupes les plus vulnérables se trouvent traditionnellement dans des zones rurales, la nouvelle crise risque, selon l'OCHA, "d'avoir un impact important sur les pauvres en milieu urbain".

Le phénomène a commencé au Pakistan, où plus d'un tiers des 56 millions de citoyens sont considérés comme vivant dans une situation "d'insécurité alimentaire". Selon la note, le défi, pour les organisations d'aide alimentaire, sera de s'adapter à "la nature mouvante des mécanismes de débrouille en milieu urbain", alors qu'elles n'ont qu'une "expérience limitée" dans cet environnement.

Pour faire face, l'ONU devra aussi, selon l'étude de l'OCHA, envisager "des interventions alternatives", telles que la distribution d'argent liquide, de bons alimentaires, ou la mise en place de "filets de secours sociaux".

Le déblocage de fonds d'urgence pour l'achat de bétail, de semences ou d'outils agricoles pourrait aussi se révéler indispensable. Mais les Nations unies disposent d'une expertise toute relative dans ces domaines, ce qui est, selon la note, une "source de vulnérabilité majeure".

Jusqu'à présent, les modèles d'analyse de l'ONU se sont rarement appliqués à "des situations où il y a de la nourriture, mais où les gens n'ont pas de quoi se la payer", relève le document. Le bureau de la coordination de l'aide humanitaire envisage donc d'encourager l'étude des effets du fonctionnement des marchés mondiaux sur la malnutrition.

L'ONU pourrait par ailleurs aider les gouvernements touchés à trouver "les bonnes réponses". Cela pourrait passer par l'adoption d'une posture claire sur la question de la reconversion de terres agricoles pour produire des biocarburants. Cette tendance nouvelle a été qualifiée de "crime contre l'humanité", en octobre 2007, par Jean Ziegler, alors rapporteur des Nations unies sur le droit à l'alimentation, mais ni l'ONU ni ses agences humanitaires ou environnementales n'ont adopté de position définitive sur la question.

La production agricole augmente, mais moins vite que la demande

Jean-Pierre Tuquoi (avec Laurence Caramel, Laetitia Clavreul, Hervé Kempf), *Le Monde*, 13/04/08

Si rien n'est fait, les émeutes liées à la flambée des prix alimentaires vont s'étendre dans le monde. "La vérité, c'est que, déjà, des gens meurent dans ces émeutes (...) Mais ils ne se laisseront pas mourir sans rien faire. Ils réagiront", a prévenu, vendredi 11 avril à Rome, le directeur général de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Jacques Diouf.

De fait, confrontés à la flambée des cours (ceux du blé et du riz ont doublé en une année), les réactions violentes se multiplient et menacent la stabilité de dizaines de régimes par ailleurs souvent contestés, en particulier en Afrique. Des troubles ont éclaté récemment à Haïti, au Cameroun, au Mexique... La liste des pays touchés est longue. La FAO a recensé une trentaine de pays pour lesquels la hausse des prix alimentaires est dramatique. Sur ce total, près d'un pays sur trois est confronté à des problèmes politiques (guerre civile, insécurité générale).

Les raisons de la crise. La production de céréales a augmenté en 2007 malgré des conditions climatiques défavorables, et elle augmentera encore cette année de 2,6 %, selon les prévisions de la FAO. Celle de blé atteindra même un chiffre record en 2008. La crise actuelle ne vient pas d'une diminution de l'offre, mais d'une croissance de la demande plus forte que prévue. Les stocks de céréales ne peuvent pas se reconstituer. Ils sont à leur plus bas niveau depuis un quart de siècle.

La spéculation internationale avive les tensions tout comme la hausse des prix du pétrole qui pèse sur les coûts du transport. Résultat, en une année, la facture céréalière des pays importateurs a crû de 56 %.

Les experts savaient que la croissance démographique mondiale allait entraîner une hausse de la demande. En revanche, ils n'ont pas bien anticipé l'ampleur et la rapidité des changements des habitudes alimentaires. "Le plus surprenant, c'est l'explosion de la demande des pays émergents comme la Chine et l'Inde. Elle se rapproche des standards internationaux avec une consommation de viande et de lait en hausse", explique le secrétaire général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (Ciheam), Bertrand Hervieu. Cette demande supplémentaire accroît, elle aussi, les besoins en céréales destinés à nourrir le bétail.

Pour se prémunir contre les risques de pénurie, les pays importateurs négocient directement des accords bilatéraux. La Libye est sur le point d'en conclure un avec l'Ukraine qui lui garantira que 100 000 hectares seront réservés à produire des céréales destinées à Tripoli. L'Inde, qui souffre d'un déficit céréalier depuis deux ans, en négocie un avec le Kazakhstan. Celui signé entre L'Egypte et la Syrie est d'un type différent : en échange de riz égyptien, Damas fournira du blé au Caire.

La concurrence des agrocarburants. Le Programme alimentaire mondial (PAM) dénonce régulièrement le rôle des agrocarburants dont le développement se fait, dans certains pays, au détriment des cultures à vocation alimentaire ou fourragère. Pas moins de 100 millions de tonnes de céréales sont utilisées chaque année pour la fabrication d'éthanol ou de bio-diesel. Aux Etats-Unis, le cours du maïs évolue de plus en plus comme celui du pétrole brut.

Pour faire face à l'augmentation des cours du pétrole - et à l'épuisement des gisements -, les pays en développement sont de plus en plus nombreux à tabler sur la production d'agrocarburants. Même le Sénégal s'est lancé dans la course alors qu'il connaît un déficit alimentaire chronique. Les Philippines, théâtre récent d'émeutes de la faim, se sont fixées

pour objectif d'intégrer 5 % d'éthanol à l'essence ordinaire en 2009. Ce qui suppose d'étendre les surfaces de canne à sucre dédiées à cet usage.

Le pari fait sur les agrocarburants est ainsi remis en question à l'aune de la sécurité alimentaire. Les industriels de la filière promettent une seconde génération d'agrocarburants produits à partir de plantes entières qui ne concurrenceraient plus directement les cultures alimentaires. Mais elle ne verra pas le jour, à dimension industrielle, avant une dizaine d'années.

Les OGM, une réponse à la crise alimentaire ? A court terme, les organismes génétiquement modifiés (OGM) ne peuvent pas aider à résoudre la crise alimentaire. Les cultures en sont en effet concentrées aux Etats-Unis, au Canada, au Brésil et en Argentine, et il s'agit essentiellement de soja et de maïs destinés à l'alimentation animale. Les firmes promouvant les OGM n'ont pas cherché à développer des variétés adaptées aux pays tropicaux affectés par l'insécurité alimentaire. Ils ne constituent pas pour elles des marchés intéressants.

A moyen terme, l'utilité des OGM est incertaine. Ils relèvent d'un système d'agriculture industrielle qui nécessite des investissements hors de portée des petits paysans. La productivité de ces agriculteurs pourrait augmenter si leur accès aux marchés était facilité et s'ils disposaient de davantage d'outils et d'engrais.

Des politiques agricoles tournées vers le soutien aux petits paysans sont aujourd'hui jugées plus prioritaires que la résolution de problèmes techniques. Enfin, si l'importance du progrès agronomique est évidente sur le long terme, les experts rappellent qu'ils ne se limitent pas aux OGM. D'autres biotechnologies ont un rôle essentiel à jouer tandis que l'agroécologie est un domaine de recherche en plein essor.

Encadré : LES PAYS LES PLUS TOUCHÉS

La FAO a dressé une liste des pays affectés par les pénuries de denrées alimentaires.

Afrique : Burundi, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Erythrée, Ethiopie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Mauritanie, Ouganda, République démocratique du Congo, République du Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad et Zimbabwe.

Asie : Afghanistan, Bangladesh, Corée du Nord, Indonésie, Irak, Népal, Pakistan, Sri Lanka et Timor-Oriental.

Amérique latine : Bolivie, Haïti, Nicaragua et République dominicaine.

Europe : Moldavie et Tchétchénie (Fédération de Russie).

Le retour des ventres creux

Eric Le Boucher, Chronique, Le Monde, 13/04/08

La crise financière mondiale est grave. La crise alimentaire mondiale est dramatique. L'explosion du prix du blé, du riz, du maïs ces derniers mois a fait surgir des premières émeutes de la faim, en Egypte, au Cameroun, en Bolivie, au Mexique, en Indonésie. Beaucoup d'autres pourraient suivre. Une trentaine de pays en développement avec des millions de pauvres entassés dans les zones urbaines sont brutalement fragilisés. Le nombre de nouveaux crève-la-faim pourrait déborder les capacités nationales et même les systèmes internationaux d'aides (lire l'article de Philippe Boloïon).

Même la Chine ! Les surfaces cultivées en riz y ont reculé de 3 millions d'hectares en dix ans, les stocks y ont chuté de 100 millions de tonnes en 2000, à moins de 40 millions. L'empire est dépendant de l'extérieur, alors que le prix du riz sur le marché mondial a grimpé de 54 % depuis janvier. On se doute que le sujet inquiète beaucoup plus lourdement le comité central à Pékin que l'éventuel boycottage de la cérémonie des JO...

Cette semaine, à Washington, Robert Zoellick, le président de la Banque mondiale, a crié l'urgence d'une mobilisation internationale. Pour des centaines de millions de pauvres, la nourriture dépasse 75 % du revenu. Ils n'ont d'autre choix que de jeûner. L'inflation alimentaire risque d'annuler la victoire historique contre la pauvreté et la malnutrition que l'homme était en passe de remporter.

Depuis une décennie, la croissance des pays en développement, de 7 % par an en moyenne, allait permettre de ramener la proportion des pauvres (moins de 1 dollar par jour) de 29 % de la population mondiale en 1990 à 10 % en 2015. Une division par trois ! Hélas, "ces gains durement obtenus peuvent maintenant s'inverser", avertit Robert Zoellick. La hausse des prix a fait reculer de sept ans les objectifs de réduction de la pauvreté, a calculé la Banque. Et les experts de souligner que le retour des ventres creux annule immédiatement tous les autres espoirs de meilleure santé, de scolarisation, de réduction des inégalités fille-garçon, etc. Avec la faim vient la régression générale.

Les causes de l'explosion des prix sont connues. Côté demande, les Asiatiques enrichis mangent plus de viande, ce qui renforce les besoins en végétaux pour l'alimentation animale. L'offre, elle, a été contrainte ces derniers temps par des accidents climatiques, comme la sécheresse en Australie ou en Turquie. D'où une tension sur les marchés. A quoi s'est ajoutée la baisse du dollar, monnaie d'échange des matières agricoles, que les producteurs veulent compenser. Et, enfin, une spéculation très puissante. La crise financière joue ici son rôle : les investisseurs ont fui la finance pour chercher "refuge" dans les matières premières, provoquant une furieuse accélération des prix ces dernières semaines.

Que faire ? Pour l'immédiat, Robert Zoellick appelle à un "plan mondial" : créer un fonds d'urgence de 500 millions de dollars, accorder des prêts à court terme pour l'approvisionnement des pays en pénurie, refaire de l'agriculture une priorité du développement parce que l'industrie a été trop privilégiée et réfléchir aux conséquences des cultures de biocarburants (en clair, les abandonner sauf là où ils sont incontestables, comme au Brésil, à la déforestation près).

Le pire est que la tentation du chacun pour soi est évidemment très forte pour les dirigeants. Les pays producteurs veulent "retenir la nourriture chez eux" en haussant les taxes à l'export (Argentine, Inde, Russie...). Au contraire, pense-t-on à Washington, c'est en améliorant le marché mondial qu'on fera face le plus facilement aux pénuries. Il faut en particulier vite conclure les négociations de Doha. Les réflexes écolo-malthusiens sur "l'épuisement des ressources" sont ce qu'il faut éviter. Ce sont eux qui provoqueront les disettes.

Sur le moyen terme, la terre, généreuse nourricière, est capable de doubler ses productions pour alimenter les 9 milliards d'êtres humains de 2050. Mais les clés sont l'investissement, la science, la génétique. "Un progrès des rendements dans toutes les régions du monde du même ordre de grandeur qu'au cours des années passées permettrait de couvrir les besoins alimentaires et même au-delà", selon Marion Guillou, PDG de l'INRA. La révolution de l'agriculture sera, bien entendu, moins chimique, plus écologique mais dans le bon sens : plus précise, utilisant des semences adaptées à chaque sol, optimisant l'eau, génétiquement innovante, etc.

Pour les pays en développement, le défi est redoutable. Car cette nouvelle agriculture impose de faire la révolution dans les campagnes en parallèle avec celle des villes. Jusqu'ici, le développement, asiatique en particulier, a été axé sur l'industrie exportatrice et la zone urbaine. Les structures familiales des campagnes ont été volontairement laissées en l'état : on ne pouvait faire la révolution partout à la fois. Demain, il faut continuer de transformer les enfants de paysans en ouvriers des villes, mais aussi les transformer sur place en agriculteurs-entrepreneurs. Il faut rappeler, introduire la technologie, moderniser tous les circuits de financement et de distribution. Le risque politique est évidemment immense. Mais il faut choisir entre pénurie dans les villes ou révolution dans les champs.

La crise alimentaire reconnue comme une priorité mondiale

Jean-Stéphane Brosse, dépêche Reuters, 14/04/08

Par Lesley Wroughton

WASHINGTON (Reuters) - Face à la multiplication de troubles sociaux liés à la flambée du prix des produits alimentaires, la communauté internationale a reconnu ce week-end l'urgence d'une action concertée au niveau planétaire, qui demande désormais à se traduire dans les faits.

"Nous devons mettre de la nourriture dans des bouches qui ont faim. C'est aussi abrupt que cela", a déclaré le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, au terme d'une réunion à Washington du comité conjoint pour le développement de son institution et du Fonds monétaire international .

L'envolée du prix des denrées de base, qui a provoqué de violentes manifestations dans plusieurs pays du tiers monde ces dernières semaines, doit être au centre des préoccupations des gouvernements, ont insisté Zoellick et le Premier ministre britannique Gordon Brown au cours du week-end.

Brown a promis de soulever la question lors du prochain sommet du G8, mais "franchement, cette réunion est en juin et nous ne pouvons pas attendre", a souligné Zoellick.

Entre autres denrées, le prix du riz s'est envolé de 75% en deux mois et celui du blé a grimpé de 120% au cours de l'année écoulée. Le problème est d'autant plus aigu que la part du revenu consacrée à l'alimentation atteint jusqu'à 75% dans les pays pauvres, contre 10 à 20% dans les pays riches .

37 PAYS MENACÉS SELON LA FAO

En Haïti, dix jours d'émeutes marquées par la mort de six personnes ont conduit à la démission du Premier ministre. Au Cameroun, les manifestations contre la cherté de la vie ont fait plusieurs dizaines de morts en février. D'autres mouvements de protestation ont éclaté en Egypte, au Niger, au Burkina Faso, en Indonésie ou aux Philippines.

Selon la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), ce sont 37 pays qui sont aujourd'hui menacés de crises alimentaires.

"On va vers une très longue période d'émeutes, de conflits, des vagues de déstabilisation régionale incontrôlable", prédit le sociologue suisse Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'Onu pour le droit à l'alimentation, dans une interview à Libération.

LE POIDS DES BIOCARBURANTS

L'un des facteurs expliquant cette envolée des prix est l'utilisation d'une part croissante et significative des terres arables pour produire des biocarburants. Pratiquement tout le supplément de récolte mondiale de maïs entre 2004 et 2007 a servi à fabriquer aux Etats-Unis cette alternative au pétrole.

"Quand on lance, aux Etats-Unis, grâce à six milliards de subventions, une politique de biocarburant qui draine 138 millions de tonnes de maïs hors du marché alimentaire, on jette les bases d'un crime contre l'humanité pour sa propre soif de carburant", accuse Jean Ziegler.

La France, deuxième pays producteur européen de biocarburants derrière l'Allemagne, est concernée, même si "ce n'est pas l'Europe qui déstabilise les marchés alimentaires mondiaux", selon le ministre de l'Agriculture Michel Barnier.

Interrogé sur la possibilité de modifier l'ambitieuse politique de la France dans ce domaine, Barnier a déclaré à Reuters que la production des biocarburants ne couvrait que 7% des surfaces françaises alors qu'au moins un quart des surfaces américaines de maïs et plus de la moitié de celles de canne à sucre au Brésil sont consacrées à la production de bioéthanol.

Parmi les autres facteurs listés par les experts figurent la hausse de la demande dans des pays en pleine croissance comme la Chine et l'Inde, la sécheresse qui frappe de grands producteurs comme l'Australie ou la spéculation sur les marchés agricoles.

"Il est clair que la crise financière contribue aussi à la flambée des prix, les matières premières devenant des instruments de placement", constate la ministre française de l'Economie Christine Lagarde, interrogée par Le Figaro.

RETARD DE CROISSANCE, REcul DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Grâce à l'accroissement des parcelles, la production mondiale agricole devrait augmenter de 2,6% cette année mais seule une petite partie de cette offre atteindra les marchés internationaux et ne fera pas baisser les prix, prévenait vendredi Jacques Diouf, le directeur général de la FAO.

La Banque mondiale, elle, avertit que l'inflation alimentaire n'est pas un phénomène temporaire et que les cours devraient rester supérieurs à ceux de 2004 jusqu'en 2015.

La première urgence est de renflouer le Programme alimentaire mondial des Nations unies, dont le déficit de financement atteint 500 millions de dollars, souligne la Banque mondiale qui s'engage par ailleurs à doubler le volume de son prêt en Afrique subsaharienne pour accroître la productivité.

Robert Zoellick propose également que les fonds souverains consacrent 30 milliards de dollars, soit 1% de leur actif de 3.000 milliards de dollars, aux investissements en Afrique.

A Washington, le ministre indien des Finances, Palaniappan Chidambaram, a jugé que la communauté mondiale devait "délibérer collectivement sur des mesures immédiates pour inverser les hausses déraisonnables de prix". Mais le secrétaire américain au Trésor, Henry Paulson, a répondu que les gouvernements devaient résister à la tentation de contrôler les prix, qui pourraient avoir selon lui des effets pervers.

Alors que l'Union européenne a réduit son aide au développement en 2007, Zoellick a prévenu que l'actuelle crise alimentaire "aura pour effet d'occasionner une perte de l'ordre de sept ans dans les efforts visant à réduire la pauvreté à l'échelle mondiale" et aggravera la malnutrition, l'un des objectifs de développement pour le Millénaire (2015) "oubliés".

"La question n'est pas simplement celle de la privation de repas aujourd'hui ou de l'accentuation des troubles sociaux. L'enjeu est une perte de possibilité d'apprentissage pour les enfants et les adultes dans l'avenir, synonyme de retard de croissance intellectuelle et physique", a-t-il souligné.

«Une hécatombe annoncée»

Recueilli par C.Lo., Libération, 14/04/08

La production massive d'agrocarburants provoque une envolée des prix alimentaires mondiaux, catastrophique pour les pays du Sud, explique Jean Ziegler, conseiller à l'ONU sur l'alimentation.

Jean Ziegler est rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation. Ce sociologue suisse est l'auteur de L'empire de la honte (Livre de poche, 2008).

Les « émeutes de la faim » sont-elles un facteur d'instabilité planétaire?

Oui, parce qu'elles ne sont pas conjoncturelles, mais structurelles. Elles ne sont pas directement liées à des phénomènes climatiques (sécheresse en Australie) ou de développement (nouvelles classes consommatrices en Inde ou en Chine). Quand le prix du riz flambe de 52% en deux mois, celui des céréales de 84% en quatre mois, et quand le prix du fret explose avec celui du pétrole, on précipite 2 milliards de personnes sous le seuil de pauvreté.

Quelles peuvent être les conséquences?

On en voit les prémices aujourd'hui, avec les champs de riz gardés par l'armée en Thaïlande, la bataille pour le pain en Egypte, les morts par balles à Haïti. On va vers une très longue période d'émeutes, de conflits, des vagues de déstabilisation régionale incontrôlable, marquée au fer rouge du désespoir des populations les plus vulnérables. Avant la flambée des prix déjà, un enfant de moins de 10 ans mourait toutes les 5 secondes, 854 millions de personnes étaient gravement sous-alimentées ! C'est une hécatombe annoncée. Les ménages consacrent de 10 à 20% de leur budget dans l'alimentation en Occident, et de 60 à 90 % dans les pays les plus pauvres : c'est une question de survie.

Où sont les responsabilités?

Principalement dans l'indifférence des maîtres du monde, pays riches ou grands émergents. Les opinions publiques s'offusquent-elles de la famine dans le nord de l'Inde, comme il y a deux ans, ou des populations du Darfour ? Quand on lance, aux Etats-Unis, grâce à 6 milliards de subventions, une politique de biocarburant qui draine 138 millions de tonnes de maïs hors du marché alimentaire, on jette les bases d'un crime contre l'humanité pour sa propre soif de carburant... On peut comprendre le souhait du gouvernement Bush de se libérer de l'emprise des énergies fossiles importées, mais c'est déstabilisant pour le reste du monde. Et quand l'Union européenne décide de faire passer la part des biocarburants à 10 % en 2020, elle reporte le fardeau sur les petites paysanneries africaines...

Les biocarburants ne sont pas seuls responsables...

Les pays les plus pauvres paient leur quittance au FMI. Malgré les allègements de dette, 122 pays avaient une ardoise de 2 100 milliards de dollars de dettes cumulées en 2007. Les plans d'ajustement structurels du FMI imposent toujours des plantations d'exportation qui doivent servir à produire des devises et permettre aux pays du Sud de payer les intérêts de la dette aux banques du Nord. Ajoutez à cela les subventions agricoles à l'exportation qui laminent les marchés agricoles locaux, et vous arrivez à une situation explosive....

Le fossé

didier pourquery, Editorial, Libération, 14/04/08

Le constat est impitoyable : nous sommes entrés dans un cycle long de hausse des matières premières agricoles qui vont pousser au désespoir nombre d'habitants des pays dits émergents. Face à cette perspective qui affole les grandes organisations internationales, le fossé se creuse entre les problèmes du Nord et ceux du Sud.

Certes, nous constatons en Europe aussi des hausses importantes des produits alimentaires. Notre baguette augmente, mais chez nous le pain ne pèse pas aussi lourd dans le budget des ménages que dans celui des pays pauvres.

Au Nord, nous avons depuis plusieurs années considéré comme résolue la question européenne de l'autosuffisance alimentaire et pour réduire le poids de la politique agricole commune nous avons réfléchi à une autre façon de voir l'agriculture: plus économe, responsable, bio, etc.

Le débat sur les OGM que nous avons eu ces dernières semaines illustre cette tendance.

Or, face à l'explosion de la demande, à la baisse mondiale des stocks, à la flambée des cours, aux émeutes de la faim, il faut se remettre à produire. Produire beaucoup, vite et moins cher. Nous voici face à un dilemme douloureux: revenir à une agriculture productiviste, en utilisant toute la palette des nouvelles technologies (agrochimie, OGM...), ou continuer de défendre un modèle raisonnable et raisonné qu'on pourrait considérer comme frileux au vu des enjeux de la planète.

Evidemment, la réponse est quelque part entre les deux attitudes. Mais les pays du Sud ne pourront pas attendre très longtemps. Il faut repenser entièrement le modèle agricole mondial.

Émeutes de la faim : les raisons de la colère

CHRISTIAN LOSSON, Libération, 14/04/08

De Haïti à la Thaïlande, les tensions liées à la hausse des prix des produits alimentaires préfigurent une crise d'ampleur planétaire.

Week-end d'une planète en proie à l'insécurité alimentaire: manifestations au Bangladesh, où le sac de riz coûte la moitié du revenu quotidien; Premier ministre démis à Haïti, où un policier de l'ONU est mort; tensions au Burkina Faso à la veille d'une grève générale contre la hausse des prix... La crise va perdurer, martèle la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les céréales, qui ont augmenté de 37 % en 2007, devraient encore flamber en 2008, entraînant «la multiplication des émeutes de la faim». 37 pays sont touchés. Voici les racines de la crise.

la mode des biocarburants

Le baril de pétrole au sommet (112 dollars) précipite la ruée vers l'or vert. L'Union européenne veut incorporer 10% de biocarburants dans la consommation totale d'essence et de gazole d'ici à 2020.

George Bush, lui, rêve de voir 15% des voitures rouler aux biocarburants d'ici à 2017. Même les pays en déficit alimentaire, comme l'Indonésie ou le Sénégal, s'y mettent, sacrifiant des terres arables.

Un emballement qui «a accru la demande de produits alimentaires», dit Bob Zoellick, président la Banque mondiale. «Entre 20 et 50% de la production mondiale de maïs ou de colza ont ainsi été détournés de leur usage initial», note le FMI. Et le cours du maïs, utilisé pour l'éthanol, a doublé en deux ans.

«Si l'on veut substituer 5 % de biocarburants à l'essence et au gazole, il faudra y consacrer 15 % de la superficie des terres cultivables européennes», calcule l'Agence internationale de l'énergie. L'ère du pétrole cher provoque un autre dommage collatéral: l'explosion du coût du fret.

L'orgie de spéculation

Confession, vendredi, d'un économiste à Washington: «C'est de la folie! Le blé vaut de l'or!» C'est un autre effet pervers de la crise des subprimes. Essorés par le marché des crédits, les fonds d'investissement placent leurs billes sur les matières alimentaires. Soja, blé, maïs, voilà les nouvelles valeurs refuge ! Le riz bondit de 31% le 27 mars, après l'annonce par quatre pays de la suspension de leurs exportations au moment où les Philippines réclamaient 500 000 tonnes.

«Les fonds s'engouffrent, achètent, et stockent», dit un intermédiaire. Le sénateur démocrate américain Byron Dorgan flingue «l'orgie de spéculation». Qui booste jusqu'à 10% du prix des denrées alimentaires. Walt Lukken, président de La Commodities Futures Trading Commission (CFTC), le gendarme des marchés des matières premières, s'en est même ému. A quand une (réelle) régulation?

Les effets de la libéralisation

«On nous impose, nous, poids plume, de boxer contre les poids lourds sur le ring commercial», nous confiait, il y a six mois, Jacques-Edouard Alexis, Premier ministre haïtien démis samedi de ses fonctions.

«Les politiques de libéralisation à marche forcée, prônées pendant des décennies par le FMI et la Banque mondiale, ont contribué à rendre les pays pauvres encore plus vulnérables», dénonce Sébastien Fourmy, d'Oxfam. Et les petits fermiers du Sud se sont vus laminer par les produits subventionnés exportés par les pays riches (poulet, céréales, etc.). «Victimes aussi de leur propres gouvernements qui n'ont pas dédié (ou pas pu) une part de leur budget à la paysannerie», ajoute un expert de la FAO.

Malgré les promesses, l'aide au développement des pays riches accuse une baisse de 8,4 % en 2007 (-15 % pour la France). «L'aide dédiée à l'agriculture est 50 % moins importante qu'en 1984», note Claire Meladed, de l'ONG Action Aid. La Banque mondiale veut doubler l'aide à l'agriculture en Afrique. Suffisant?

Les bouleversements du climat

Même l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'en alarme : les changements climatiques nuisent à la santé et à l'alimentation. «Sécheresse en Australie ou au Kazakhstan, inondations en Asie, ouragans en Amérique latine et un hiver record en Chine», égrène le Programme alimentaire mondial (PAM). Tendance lourde.

D'autant que l'agriculture intensive joue contre l'environnement. Achim Steiner, patron du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), assure : «Dans les grands pays, on atteint des limites en termes de disponibilité de terres arables et d'eau, et de réduction de la fertilité des sols.» Mais il resterait une marge pour les petits paysans : «Si on

fournit de bons engrais à 70 % de petites cultures, on peut doper la production de 20 %», note Gilles Hirzel, de la FAO. Sans céder au chantage des OGM...

L'évolution des MODEs DE VIE

Nourrir 60 milliards d'animaux à viande chaque année revient à produire autant de céréales que pour 4 milliards d'habitants. Rajendra Pachauri, prix Nobel de la Paix 2007, nous confiait: «Mangeons moins de viande, c'est bon pour le climat.» L'arrivée de néoconsommateurs des grands pays émergents complique les choses : «Ces classes moyennes consomment de plus en plus de poulet et de porc, eux-mêmes transformateurs de céréales», dit Pascal Lamy, patron de l'OMC. «Si les Chinois mangeaient autant de viande que les Américains, ils absorberaient 50 % des céréales mondiales», ajoute l'écologiste Lester Brown.

Inutile, pourtant, de verser dans le néomalthusianisme. Les agronomes l'assurent : la planète peut doubler ses productions pour alimenter les 9 milliards de Terriens en 2050. «A condition d'investir, d'innover, de réguler, et réfléchir», souffle un diplomate africain. «Et c'est pas gagné»....

Egypte «Sans les subventions, la situation aurait déjà explosé»

CLAUDE GUIBAL, Libération, 14/04/08

La classe moyenne cairote est, à son tour, affectée par la hausse des prix des aliments de base.

La vitrine est crasseuse, le sol pas balayé. Au fond, un vieux frigo réparé à l'adhésif tente de maintenir au frais yaourts et boîtes de fromage fondu. Mais contrairement aux autres épiciers de ce quartier du Caire, Mahmoud Ashraf n'a pas besoin d'attirer le client : son enseigne «Produits subventionnés par l'Etat» suffit pour en faire un des magasins les plus courus du coin. «Ici, le kilo de riz est à 2,5 livres (30 centimes d'euro). Ailleurs, c'est minimum le double. Le sucre, l'huile, la samna (beurre clarifié), tout est moitié moins cher.»

Depuis un an que le prix des produits de consommation courante a entamé sa folle escalade, Mahmoud Ashraf a vu grossir sa clientèle. Fonctionnaires, petits employés, artisans... ce ne sont plus les pauvres qui franchissent son seuil. Sur les étagères, on ne trouve que du bas de gamme. Mais personne ne fait la fine bouche. «Heureusement que le gouvernement maintient les subventions, ça permet de garder un équilibre... Sinon, la situation aurait déjà explosé», note l'épicier.

Héritage du système soviétisé instauré par Nasser, les subventions alimentaires sont un gouffre pour l'Etat égyptien, qui devrait y consacrer cette année 8,8 milliards d'euros. Mais bien que ruineux, cet amortisseur social s'avère essentiel en temps de crise. Selon le Programme alimentaire mondial, le montant des dépenses des foyers égyptiens a augmenté de 50 % depuis le début de l'année. «Les salaires, eux, n'ont pas bougé.»

Assis dans un recoin, Abdallah Hassan soupire. Tous les jours, au sortir du travail, ce fonctionnaire s'attable devant un thé dans un café de l'avenue Kasr al-Eini. Dans la fumée des narguilés, étourdi par le chant d'Oum Kalsoum que crachote un transistor, il fait ses comptes. «Je gagne 800 livres par mois (presque 100 euros), mais mon salaire est englouti avant la moitié du mois. Je vis à crédit, on rogne sur tout.» Pour donner de la viande à ses deux enfants, Abdallah s'est rabattu sur les abats, les bas morceaux. «Le pire, ce sont les

légumes, plus chers que les fruits ! Qu'on ne me parle pas de la hausse du pétrole et du coût du transport ! Ils sont produits ici, pas importés ! Pourquoi ont-ils tant augmenté ?»

En Egypte, où 40 % de la population vit avec 2 dollars par jour, Abdallah Hassan n'est pas un des plus à plaindre. Il n'a d'ailleurs pas droit aux bons d'alimentation, qui permettent aux plus indigents d'obtenir chaque mois un quota d'huile, de sucre et de riz à prix symbolique. Réintroduits en 2004, contre l'avis de la Banque mondiale qui encourageait l'Egypte à abandonner son système de subvention, les bons d'alimentation concernent 40 millions de personnes, la moitié de la population. Ces dernières semaines, devant la montée de la colère populaire, l'Etat égyptien a annoncé que 15 millions de personnes de plus devraient en bénéficier.

A l'hypermarché Carrefour, en banlieue du Caire, les employés ont assisté à une émeute un jour de promotion sur l'huile. Et au moins une dizaine de personnes sont mortes en mars, au cours de rixes ou de bousculades, dans les files d'attentes pour obtenir du pain subventionné. Un scénario qui renvoie à de sombres souvenirs : les «émeutes de la faim», en 1977, après que le gouvernement avait évoqué l'idée de supprimer les subventions. Réprimées violemment, elles avaient fait plus de 70 victimes.

Bangkok peine à répondre à la demande mondiale

Bangkok, intérim FRÉDÉRIC BELGE, Libération, 14/04/08

Grosse exportatrice de riz, la Thaïlande compte sur ses stocks pour éviter la pénurie à l'intérieur de ses frontières.

Avec près de la moitié de sa production annuelle vendue à l'export (9 millions de tonnes), la Thaïlande est depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale le premier pays exportateur de riz au monde. Pourtant elle ne peut faire face à la demande actuelle. La Chine, l'Inde, le Vietnam et l'Egypte contrôlant ou empêchant toute exportation de riz depuis le mois de mars, la demande a en effet basculé sur la Thaïlande. «Tous les acheteurs se sont retournés vers nous. Or, malgré notre importante production destinée à l'export nous ne pouvons pas tous les satisfaire», affirme le président de l'association des exportateurs de riz thaïlandais, Chookiat Ophaswongse.

«Un foyer thaïlandais, qui dépensait auparavant 4 à 5 bahts pour sa consommation de riz quotidienne, en dépense désormais 6 à 7», note un responsable du ministère du Commerce thaïlandais. Cette hausse n'inquiète pas encore la population des grandes villes mais pourrait affecter, à terme, les plus démunis.

Certains Thaïs, affolés par les nouvelles alarmistes, prennent d'assaut les hypermarchés du pays par peur d'une hausse incontrôlée des prix : l'enseigne anglaise Tesco Lotus a rapporté que ses ventes avaient triplé ces deux dernières semaines. Le Premier ministre Samak Sundaravej a dû s'adresser à ses concitoyens : «Il n'y aura pas de problème d'approvisionnement ici !» L'Etat dispose d'un stock de sécurité de 2 millions de tonnes de riz qu'il peut à tout moment mettre sur le marché.

Un luxe que beaucoup de pays asiatiques et africains n'ont pas. «La production de riz n'a guère augmenté depuis des années malgré la hausse constante de la population mondiale et donc de la demande», explique Chookkiat Ophaswongse. Et avance deux raisons à cela : «De mauvaises conditions météo, en Inde notamment, ont endommagé les plantations, et de plus en plus de paysans passent du riz à l'oléagineux pour produire des essences plus écologiques.»

Des protestations publiques ont démarré aux Philippines, principal pays importateur de riz, au bord de l'asphyxie. Dans les rues de Manille, l'armée surveille les distributions de riz aux plus pauvres. La situation est explosive aussi au Bangladesh. Mais le pire est qu'il n'existe pas d'entente ou de discussions formelles entre ces grands pays producteurs pour résoudre un problème devenu mondial.

Haïti La rue fait chuter le Premier ministre

C.Lo., Libération, 14/04/08

C'est le premier chef de gouvernement à tomber pour cause d'émeutes de la faim. Jacques-Edouard Alexis, le Premier ministre haïtien, a été renversé samedi par une motion de censure du Sénat. Lui qui confiait, vendredi dans Libération, que «l'Etat se trouvait dans une situation lamentable à cause de vingt ans d'instabilité politique».

En proie à des émeutes qui ont fait 6 morts (dont un policier de l'ONU, tué par balle samedi, et 200 blessés), l'île est la plus pauvre de l'hémisphère nord. Elle importe plus de 55 % de son alimentation et a vu le prix du sac de riz de 50 kg doubler en une semaine, passant de 35 à 70 dollars. «Le Premier ministre n'est pas responsable de la hausse de prix», a regretté René Préal, le chef de l'Etat. Pour tenter d'éviter un embrasement généralisé dans ce pays de 9 millions d'habitants, Préal a annoncé une baisse de 15 % du prix du riz. Mais celui des haricots, du maïs ou de l'huile de cuisson s'est aussi emballé.

Hier, la Banque mondiale a promis une aide de 10 millions de dollars, notamment pour les écoles. Plus de 500 000 enfants ne sont pas scolarisés, faute d'argent.

Le cri d'alarme de la FAO

Le Parisien, 11/04/08

L'envolée mondiale des prix des céréales crée dans 37 pays pauvres une grave situation d'urgence allant jusqu'à des émeutes de la faim, s'est alarmée aujourd'hui la FAO (Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).

L'organisation organisera en juin à Rome une conférence des pays donateurs pour recueillir entre 1,2 et 1,7 milliard de dollars. La facture des importations céréalières des pays les plus pauvres va augmenter de 56% en 2008 après avoir augmenté de 37% en 2007, a indiqué Jacques Diouf, son directeur général, au cours d'une conférence de presse.

Il a estimé que cette hausse des produits alimentaires «avait un impact dévastateur sur la sécurité de nombreux peuples et sur les droits de l'Homme».

M. Diouf a énuméré les pays (Mauritanie, Cameroun, Burkina Faso, Ethiopie, Indonésie, Egypte, Maroc, Côte d'Ivoire, Sénégal, Madagascar, Philippines, Haïti) où la hausse du prix du pain a déjà provoqué des émeutes tandis que l'armée doit surveiller les champs et les entrepôts au Pakistan et en Thaïlande.

Il a lancé un appel aux chefs d'Etat et de gouvernement des 191 membres de l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture pour qu'ils participent du 3 au 5 juin à Rome à une Conférence sur la Sécurité alimentaire mondiale.

Emeutes de la faim - La France pousse l'Union Européenne à soutenir l'agriculture

Source Terre-net 11/04/2008

La flambée des prix alimentaires dans le monde et son cortège d'émeutes poussent la France à demander une réaction rapide de l'UE et un retour de l'agriculture, dont elle est la principale puissance en Europe, au premier plan de ses préoccupations.

Le ministre français de l'Agriculture Michel Barnier a indiqué vouloir demander lundi, lors d'une réunion avec ses collègues européens à Luxembourg, une "initiative européenne pour la sécurité alimentaire" dans le monde. Il y a "urgence" à ses yeux, alors que les troubles liés à la flambée des prix des denrées alimentaires de base se multiplient dans le monde, en Afrique surtout, et plus récemment à Haïti. A ses yeux, la situation actuelle souligne l'importance de donner la priorité à la production agricole à des fins alimentaires.

Dans une tribune publiée vendredi dans le quotidien français Libération, le gouvernement français appuie le message. "L'Europe, avec son agriculture performante et sa politique commune, doit pleinement jouer son rôle de fournisseur et de régulateur des marchés alimentaires mondiaux, sujet qui sera à l'ordre du jour de la présidence française de l'UE" au deuxième semestre 2008, souligne ce texte signé notamment par le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet, et celle aux droits de l'Homme, Rama Yade. "Le renchérissement des denrées constitue paradoxalement une opportunité pour relancer les investissements dans le domaine agricole", ajoute la tribune.

Ces prises de position trouvent un écho particulier à Bruxelles alors que l'UE est engagée dans un débat sur un "bilan de santé" de sa Politique agricole commune (PAC) et que Paris entend durant sa présidence de l'UE insister sur l'importance pour les Européens de préserver un budget important dans ce secteur. Première puissance agricole de l'UE, la France prend argument de la hausse des tarifs des matières premières agricoles pour poser des jalons en vue des discussions délicates à venir sur le budget de la PAC, principale poste de dépense de l'UE, après 2013.

La Grande-Bretagne se dit pleinement en accord avec la France sur la nécessité d'agir face à la flambée des prix alimentaires. Mais elle insiste sur une action au niveau international plutôt qu'au niveau de l'UE. Le Premier ministre Gordon Brown vient d'ailleurs d'écrire une lettre à son homologue japonais, dont le pays préside le G8, pour que ce sujet soit pris en compte lors du sommet des huit nations les plus industrialisées en juillet. "Nous partageons les inquiétudes grandissantes sur la sécurité alimentaire et pensons qu'une réponse coordonnée de la communauté internationale" est nécessaire, souligne un diplomate britannique à Bruxelles.

Toutefois, Londres, qui plaide pour une baisse du budget européen pour l'agriculture, n'en tirera pas forcément les mêmes conclusions que Paris pour la PAC. La mobilisation actuelle contre la faim "ne doit pas consister à résister à la réforme de la PAC ou à faire pression en faveur d'une politique plus protectionniste", souligne un diplomate européen à l'adresse de la France.

La Grande-Bretagne, en particulier, plaide dans le contexte actuel en faveur d'un accord rapide sur la libéralisation des échanges à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Alors que la France, qui refuse des concessions trop importantes dans le secteur agricole,

prône au contraire une très grande fermeté. M. Barnier s'est même récemment demandé s'il ne faudrait pas à terme sortir l'agriculture des négociations à l'OMC, au nom des impératifs alimentaires en particulier.

Source : AFP

Agriculture - Agir sur les prix des céréales

Stéphane Fernandez , Source site secours-catholique.fr, 11-04-2008

Alors que les stocks de céréales mondiaux sont au plus bas et les cours au plus haut, entraînant de graves problèmes de pouvoir d'achat non seulement en France mais aussi (et surtout) dans les pays en développement, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) proposent d'exploiter le potentiel agricole des pays d'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique.

En Russie, en Ukraine et au Kazakhstan, quelque 23 millions d'hectares de terres arables ont été gelés ces dernières années et « la remise en production de 13 millions d'hectares pourrait se faire sans coûts environnementaux majeurs » estiment les deux organismes qui se disent prêts à appuyer techniquement et financièrement ces pays afin « d'instaurer les conditions d'investissement durable qui restitueront la primauté à cette région en tant que centre crucial de production agricole ».

La BERD qui a engagé 4,9 milliards d'euros dans 357 projets répartis dans toute l'Europe centrale et orientale dans le secteur agroalimentaire indique par ailleurs que « la protection des consommateurs les plus faibles pourrait être assurée grâce à un soutien ciblé des revenus des couches les plus vulnérables de la population ». Un impératif dans de nombreux pays pauvres où ces populations subissent de plein fouet cette hausse vertigineuse des prix.

La crise alimentaire bouleverse la planète

Par Antoine MALO, Le Journal du Dimanche, 13/04/08

>> Le monde a faim. Et il se révolte. Samedi encore, de nouveaux incidents se sont déroulés au Bangladesh pour réclamer une baisse des prix des produits alimentaires. Depuis plusieurs semaines, des émeutes éclatent partout à la surface du globe. Burkina-Faso, Sénégal, Côte d'Ivoire, Egypte... Même des pays généralement épargnés par ces crises de subsistance, comme le Maroc, ont connu des poussées de fièvre.

Aux Philippines, le riz est sous surveillance. Son prix se négocie à 700 euros la tonne aujourd'hui. (Reuters)Aux Philippines, le riz est sous surveillance. Son prix se négocie à 700 euros la tonne aujourd'hui. (Reuters)

Au total, selon la FAO (l'organisation de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture), ce sont trente-sept pays qui ont été touchés par ces révoltes. Cette semaine, à Haïti, des manifestations ont fait cinq morts et des dizaines de blessés. Les prix y ont flambé en quelques jours: le sac de riz est passé de 35 à 51 dollars (32 euros). Samedi, le président haïtien René Préval a annoncé qu'il allait le baisser à 43 dollars pour calmer le mécontentement populaire. Dans le même temps, le Premier ministre Jacques-Edouard Alexis a été renversé, après le vote par le Sénat d'une motion de censure. Partout, la même cause produit les mêmes effets: la brusque montée des cours des produits agricoles - en un an, ceux du blé et du riz ont doublé - fait flamber le prix des produits de première nécessité.

"L'augmentation sur les céréales peut avoir un effet catastrophique dans les pays qui ne sont pas en autosuffisance alimentaire", a estimé cette semaine le commissaire européen à la Coopération et au Développement, Louis Michel, qui dit redouter "un vrai tsunami économique et humanitaire".

L'ONU est elle aussi préoccupée, comme le démontre une note interne, révélée hier par le journal Le Monde: "Une des inquiétudes majeures est la possibilité que l'ensemble du système d'aide alimentaire soit incapable de faire face." La question s'est aussi invitée au sommet des ministres des Finances du G7 qui se déroule ce week-end à Washington.

Et Michel Barnier, le ministre français de l'Agriculture, souhaite mettre la sécurité alimentaire au centre des débats lors de la réunion avec ses homologues européens prévue demain à Bruxelles.

La crise est mondiale mais, pour l'heure, elle touche surtout les pays en voie de développement. "Les prix des produits alimentaires sont devenus tellement élevés que les plus pauvres n'y ont plus accès, explique Hervé Guyomard, directeur scientifique à l'Inra. La situation est telle que certains fournisseurs refusent de livrer des pays où ils courent le risque de voir leur marchandise pillée par la population. Autre problème: il n'y a pas de réserves disponibles. Les stocks mondiaux ont atteint leur niveau le plus bas depuis vingt-cinq ans."

Des fonds spéculatifs sont aussi entrés dans la danse

La soif de consommation des pays émergents, comme la Chine et l'Inde, entretient aussi une demande qui croît plus vite que l'offre. Exemple: la consommation de viande en Chine par habitant est passée de 20 kg en 1980 à 50 kg aujourd'hui. Sachant qu'il faut 7 à 8 kg de céréales pour produire un kilo de viande, difficile de maintenir une stabilité des prix. Et dans ce marché tendu, le moindre accident enrayer la machine. Comme ce fut le cas avec les mauvaises récoltes de l'année dernière liées aux conditions climatiques. La demande croissante en biocarburants - près de 100 millions de tonnes de céréales l'an passé - a perturbé un peu plus le marché. "C'est du jamais-vu. On ne comprend pas ce qui se passe et ça nous rend vraiment inquiets, explique Jean-Pierre Brun, un courtier en riz basé dans le sud de la France. En ce moment, c'est la récolte du riz en Asie. A cette période, les prix redescendent habituellement. Or, là, ils restent extrêmement élevés."

Certains Etats exportateurs garderaient leur marchandise pour la vendre au plus haut. Devant la panique, des pays producteurs comme le Vietnam, l'Inde ou la Thaïlande ont interdit les exportations. Des fonds spéculatifs sont aussi entrés dans la danse. "La variation des prix à court terme les a beaucoup intéressés. Et désormais, ils participent à cette volatilité du marché", analyse Andrée Defois, de la revue spécialisée Stratégie grains. En Europe, où la part du budget des ménages dans l'alimentation reste mesurée, les effets de la crise ne se font pas trop sentir. "Mais dans les mois qui viennent, le panier de la ménagère française va augmenter dans des proportions importantes, prévient Jean-Pierre Brun. Car il va bien falloir répercuter la hausse actuelle des prix. Et cela se fait avec six mois de retard." Pour l'heure, c'est la situation dans les pays en voie de développement qui inquiète. La France a envoyé cette semaine à Haïti une aide alimentaire de 800 000 euros. La FAO a débloqué 17 millions de dollars.

Autant de cautères sur une jambe de bois. "Sur le long terme, il va falloir trouver des solutions qui permettent de produire plus et mieux. C'est le défi auquel doit faire face la recherche mondiale", estime Hervé Guyomard. Et il y a urgence. Chaque année, la population mondiale augmente de 80 millions d'habitants.

Jacques Diouf: "De nouvelles émeutes de la faim"

Propos recueillis par Antoine MALO, Le Journal du Dimanche, 13/04/08

Jacques Diouf, directeur général de la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, tire le signal d'alarme. Face à la crise alimentaire - "la plus grave depuis 15 ans" - qui frappe les pays les plus pauvres et où se sont déroulées des violentes manifestations, il prévient: la faim et la colère risquent de se propager.

Quelle est l'ampleur de la crise alimentaire actuelle?

C'est une crise très grave, sans doute la plus grave depuis une quinzaine d'années. Selon l'index FAO, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 58 % en un an, de 131% pour les céréales.

A quoi l'attribuez-vous?

Le problème est que nous avons une conjonction de facteurs négatifs qui ont entraîné une hausse des prix. Dans plusieurs pays, les effets du changement climatique ont entraîné de mauvaises récoltes l'année dernière. Il y a eu la sécheresse en Australie mais aussi au Kazakhstan, des inondations en Asie, des ouragans en Amérique latine et un hiver exceptionnellement froid en Chine. A cela s'ajoute un épuisement des stocks. Parallèlement, il y a un accroissement de la demande dû à une augmentation de la population mondiale. Dans les pays émergents qui connaissent de forts taux de croissance, comme la Chine et l'Inde, la population consomme aussi plus de produits alimentaires. Enfin, la nouvelle demande en bioénergies a également joué. Jusqu'à présent, la production agricole était suffisante pour assurer l'alimentation humaine et animale. Désormais, des quantités importantes vont à la production des bioénergies.

"Les fonds spéculatifs ont participé à cette augmentation"

Faut-il justement limiter la production de biocarburants?

Il faut en discuter. C'est un problème complexe. Il faut voir quels sont les pays qui produisent ces biocarburants. Est-ce que ce sont des pays exportateurs ou importateurs de produits alimentaires? Existe-t-il des subventions et aides publiques pour ces productions? Lors du sommet des chefs d'Etat sur la sécurité alimentaire mondiale à Rome, en juin prochain, il faudra étudier l'impact de ces biocarburants.

La spéculation autour des produits agricoles explique-t-elle aussi cette hausse des prix?

Incontestablement, les fonds spéculatifs ont participé à cette augmentation. Ils jouent toujours sur les marchés à terme, que ce soient pour les aliments ou les métaux. Mais ils n'interviennent pas s'il n'y a pas d'opportunités. Leur intervention n'est donc pas une cause structurelle au problème.

Cette crise se limite-t-elle aux pays en voie de développement?

Mais c'est le monde entier qui est touché puisqu'il y a une globalisation des échanges de produits agricoles. Bien sûr, comme toujours, ce sont les pays en voie de développement qui souffrent le plus. Mais je ne serais pas surpris si les réactions populaires que l'on a pu observer en Afrique ou dans les Caraïbes s'étaient étendues prochainement à l'Asie. Il existe déjà de nombreuses tensions dans beaucoup de pays asiatiques, y compris ceux qui exportent des produits alimentaires.

"Il faut réfléchir à l'aide à apporter aux pays en voie de développement"

Cette situation est-elle amenée à durer?

Oui, car je ne vois pas de raisons objectives de diminution des prix. Certes, il devrait y avoir une augmentation de 4,6% de la production mondiale de produits agricoles cette année mais ce ne sera pas suffisant pour faire face à l'accroissement de la demande. Si nous ne prenons pas les mesures appropriées, il faut donc s'attendre à de nouvelles émeutes de la faim.

Et des déstabilisations politiques dans les pays touchés?

Oui, d'ailleurs nous considérons que le problème n'est plus économique mais politique et social. Au-delà même, cette crise menace la paix et la sécurité dans le monde. J'ose espérer qu'à l'occasion du sommet de Rome, qui est devenu un sommet d'urgence, les dirigeants internationaux prendront les mesures nécessaires pour faire baisser les prix. Sinon, il faut s'attendre à ce que les émeutes s'étendent et qu'elles se radicalisent dans les zones déjà touchées par les flambées de violence.

Comment faire pour sortir de cette crise?

Il y a des mesures à prendre à très court terme. D'abord, faire que ceux qui bénéficient de l'aide alimentaire, les enfants ou les habitants de pays en conflit, continuent à la recevoir. Mais, surtout, il faut s'attaquer au problème de l'offre. Il faut permettre aux agriculteurs d'accéder aux semences et aux engrais, dont les prix ont aussi fortement augmenté, pour la récolte prochaine. Sinon, nous devons faire face à une situation encore plus grave qu'aujourd'hui. Il faut réfléchir à l'aide à apporter aux pays en voie de développement qui ont vu leur facture d'importation de produits alimentaires augmenter de 25% cette année. Comment aider également les pays qui ont été obligés de supprimer les taxes et droits de douane sur les produits importés pour ne pas répercuter la hausse des prix sur les consommateurs? Enfin, à plus long terme, il faut réfléchir aux moyens mis en oeuvre pour relancer la production mondiale.

Le monde a faim

Par Matthieu VERRIER, le JDD.fr, 11/04/08

>> Un peu partout dans les pays en voie de développement, des manifestations s'organisent pour protester contre l'envolée des prix alimentaires. Face à une colère qui s'est parfois transformée en "émeutes de la faim", les responsables internationaux appellent à des actions d'urgence. Les prévisions ne laissent cependant pas entrevoir d'amélioration et la grogne pourrait s'étendre.

La liste s'allonge de jour en jour. Partout dans le monde, des manifestations emplissent les rues, tournant parfois à l'émeute, comme en Haïti où cinq personnes sont mortes. L'Afrique de l'Ouest est particulièrement touchée, avec des "manifestions de la faim" au Burkina-Faso, au Cameroun, au Sénégal ou encore en Côte d'Ivoire. L'Egypte, où la population proteste contre la hausse du prix du pain, a interdit l'exportations de certaines denrées pour les réserver à son marché agricole. Face à la gronde croissante, les dirigeants s'inquiètent.

Vendredi, la sonnette d'alarme était tirée par Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et ses trois secrétaires d'Etat, Rama Yade (Droits de l'Homme), Jean-Pierre Jouyet (Affaires européennes) et Alain Joyandet (Coopération). Ils ont cosigné une tribune dans Libération, sous le titre "Faisons face aux émeutes de la faim". "Nous devons privilégier les aides ciblées, encourager la production et soutenir la reconstitution des stocks alimentaires", soulignent les ministres, qui annoncent la mise en place d'un groupe de travail "de haut niveau associant les ministères de l'Agriculture et des Affaires étrangères". Quelques jours plus tôt, c'était le Premier ministre britannique, Gordon Brown, qui appelait la

Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l'ONU à mener une action coordonnée.

L'envolée se poursuivra

Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 35% entre janvier 2007 et fin janvier 2008, selon les données des Nations unies, ce qui porte l'augmentation à 65% entre 2002 et aujourd'hui. L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) note une inflation en 2007 de 80% sur les produits laitiers et 42% sur les céréales. Les projections ne prévoient pas d'amélioration à court terme. La Banque mondiale a estimé que l'envolée des prix alimentaires devrait se poursuivre jusqu'en 2009, avant de décroître sous l'effet de l'adaptation de la demande à cette augmentation. Plusieurs facteurs sont avancés pour expliquer l'inflation. La hausse de la demande, notamment due à l'augmentation du niveau de vie dans des pays comme la Chine, crée la pénurie. La flambée du pétrole concourt aussi à celle des denrées alimentaires. Autre mise en cause: le développement des biocarburants. Les cultures qui leur sont consacrées sont des productions alimentaires en moins.

"La communauté internationale doit faire corps, non seulement pour apporter immédiatement son soutien, mais afin d'aider les Etats à identifier les initiatives et les politiques nécessaires pour réduire les conséquences sur les plus vulnérables", a exhorté Robert Zoellick, le président de la Banque mondiale. L'institution préconise le renforcement de l'aide financière aux plus nécessiteux. "Cela soutient le pouvoir d'achat des pauvres sans nuire aux subventions à la production et sans entamer les revenus des vendeurs de nourriture pauvres", souligne-t-elle, proposant en outre une baisse des taxes sur les matières premières alimentaires.

Vers une extension de la grogne?

Les ONG appellent aussi à une augmentation de l'aide. Action contre la faim (ACF) réclame pour sa part la création d'un fonds mondial de lutte contre la faim. Jacques Diouf, président de la FAO a plaidé pour un "transfert massif de semences", ce qui permettrait aux agriculteurs des pays pauvres de s'approvisionner en grain, engrais et fourrage. Il a par ailleurs appelé les dirigeants mondiaux à participer à un sommet sur la crise alimentaire du 3 au 5 juin à Rome.

Le directeur technique et recherche d'ACF, Ludovic Bourbé, craint une extension de la grogne. "Aujourd'hui, les émeutes sont urbaines. Certains paysans vont bien sûr sortir gagnants, mais les petits producteurs devraient pâtir de cette crise. La colère pourrait donc s'étendre aux campagnes", prévient-il, dans une interview au JDD.fr, en appelant à mener parallèlement des actions d'urgence et de prévention. La crise touche aujourd'hui les plus pauvres, mais au fur et à mesure que les prix s'envolent, ils dépassent des seuils et plonge une part plus large dans la colère.

"La colère pourrait s'étendre aux campagnes"

Propos recueillis par Matthieu VERRIER, leJDD.fr, 11/04/08

>> Ludovic Bourbé, directeur technique d'Action contre la faim, revient pour LeJDD.fr sur les "émeutes de la faim", qui éclatent dans les pays pauvres où les prix alimentaires ne cessent de s'envoler. Alors qu'il craint qu'elles ne se propagent aux campagnes, il appelle à la création d'un fonds mondial de lutte contre la faim pour prévenir les situations d'urgence.

Avez-vous vu venir la crise qui secoue les pays en voie de développement?

Nous l'avons vu venir. Pas en terme macro; mais dans chacun des pays, où nous travaillons, nous avons vu l'évolution des prix de marchés. Bien que progressive, elle a franchi des seuils, si bien que les populations les pauvres n'ont pas suffisamment de quoi remplir leur gamelle. Les émeutes en Birmanie, à l'automne, étaient déjà liées à ce problème de prix des denrées alimentaires. Dans ce pays, nous constatons un quasi doublement du nombre d'enfants dans nos centres de nutrition.

Quelles explications peut-on avancer à ces émeutes?

C'est une multiplication de facteurs macroéconomiques, avec la hausse de la demande en termes de denrées alimentaires, notamment en Chine, la hausse du prix du pétrole ou encore l'impact du changement climatique. De manière moins chiffrable, on peut citer la concurrence des biocarburants. Mais je ne sais pas s'il s'agit d'un risque à venir ou si l'impact se fait déjà sentir.

Peut-on parler de famine?

Nous sommes très prudents sur le terme de famine. S'il y a famine, elle est extrêmement diluée, ne touchant que les plus pauvres. Nous préférons parler de pénurie.

Les émeutes peuvent-elles encore s'étendre?

La pénurie se focalise pour le moment sur les villes, où il n'y pas de production donc moins de troc. Aujourd'hui, les émeutes sont urbaines. Certains paysans vont bien sûr sortir gagnants, mais les petits producteurs devraient pâtir de cette crise. La colère pourrait donc s'étendre aux campagnes.

Quelles solutions préconisez-vous?

Il faut créer un fonds mondial pour lutter contre la faim et la mal nutrition.

Il existe déjà le plan alimentaire mondial (PAM)...

Le PAM, qui fait face à un déficit et a réclamé 500 millions de dollars pour finir l'année, est là pour distribuer de la nourriture aux populations les plus durement touchées. Il s'occupe de nutrition en urgence. Même si on distribuait de la nourriture à tous, on ne résoudrait pas le problème. Il faut à la fois une prise en charge des malnutris et de la prévention. La Banque mondiale en a pris conscience et investit sur une prise en charge de cette population vulnérable. Mais les Objectifs du millénaire pour 2015 (huit objectifs dont réduire de moitié l'extrême pauvreté, ndlr) sont loin d'être atteints.

Quelles sont les responsabilités des pays riches?

Les pays riches se sont engagés à consacrer 0,7% du PIB pour venir en aide aux pays du sud, mais ne respectent pas cet engagement. Il ne faut pas faire de nouvelles promesses, mais tenir celles qui ont été faites.

Emeutes de la faim: le cri d'alarme de Strauss-Kahn

Marc Lomazzi, Le Parisien, 14/04/08

VA-T-ON vers une terrible famine internationale ? Depuis Washington où il présidait ce week-end pour la première fois l'assemblée semestrielle du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn a lancé une sévère mise en garde à la communauté internationale.

Face aux « émeutes de la faim » qui ont eu lieu en Haïti et dans plusieurs pays d'Afrique pour protester contre la flambée des prix des denrées de base, le nouveau directeur général du FMI a prévenu : « *Les prix de l'alimentation, s'ils continuent comme ils le font maintenant, les conséquences seront terribles. Des centaines de milliers de personnes vont mourir de*

faim, ce qui entraînera des cassures dans l'environnement économique. Comme nous l'avons appris dans le passé, ce genre de situation se finit parfois en guerre. »

Une semaine d'affrontements en Haïti

Estimant que cette crise alimentaire allait au-delà des strictes préoccupations humanitaires, l'ancien ministre de l'Economie de Lionel Jospin redoute qu'elle ne réduise à néant les progrès réalisés ces cinq à dix dernières années par les pays pauvres en matière de développement.

En Haïti, le pays le plus pauvre du continent américain, le Premier ministre a été destitué samedi après plus d'une semaine d'émeutes provoquées par la flambée des prix de l'essence et des produits alimentaires. De son côté, le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, demande avec vigueur de fournir immédiatement au moins 500 M\$ dont a besoin le Programme alimentaire mondial pour faire face à la crise.

Après avoir revu à la baisse sa prévision de croissance pour 2008, prédit une récession aux Etats-Unis et évoqué, au sujet de l'affaire dite des « subprimes », la pire tempête financière essuyée depuis la grande dépression des années trente en demandant aux banques internationales de faire la lumière sur leurs pertes potentielles dans les cent jours, Dominique Strauss-Kahn noircit sans doute le tableau à dessein. Histoire de faire revenir le FMI au premier rang sur la scène internationale. Mais aussi histoire d'accélérer la réforme de l'institution, largement aux mains des pays industrialisés, en donnant voix au chapitre aux pays pauvres.

Réactions politiques (dernières dépêches)

Hausse des prix des aliments: la France propose une initiative de l'UE

AFP 14.04.08 | 12h30

La France a proposé lundi une initiative européenne spécifique face à la flambée des prix alimentaires mondiaux et aux crises politiques qu'elle provoque, passant par une augmentation de la production agricole et une aide renforcée dans ce domaine aux pays pauvres. "Dans un monde où il va falloir produire plus et mieux pour nourrir 9 milliards d'habitants, il y a besoin de tout le monde et également de l'Europe", a résumé le ministre de l'Agriculture français Michel Barnier en présentant à la presse les grandes lignes de sa proposition qu'il devait détailler devant ses collègues de l'UE réunis à Luxembourg.

Face à ceux qui réclament une forte baisse à terme du budget agricole de l'UE, avec une baisse des subventions, M. Barnier a plaidé au contraire pour que l'Europe reste "une puissance agricole forte". Il faut en outre selon lui "produire d'abord pour nourrir". Une manière de dire que l'UE doit faire attention à limiter la place des biocarburants, que les Vingt-Sept se sont engagés à développer pour lutter contre le réchauffement climatique, afin qu'ils ne prennent pas la place des cultures alimentaires.

Le ministre veut aussi "réorienter les aides au développement et à la coopération (de l'UE) vers l'agriculture. J'observe que depuis 30 ans on avait délaissé cette priorité du développement agricole", a-t-il regretté.

"Troisièmement, je vais proposer qu'on mutualise nos capacités d'expertise et de coopération avec les pays les plus pauvres pour les aider à reconstruire une capacité autonome de production, à retrouver une forme de souveraineté alimentaire", a ajouté M. Barnier.

Enfin, la crise actuelle doit aux yeux de la France conduire l'UE à redoubler de fermeté dans les négociations en cours sur la libéralisation des échanges mondiaux à l'OMC, où l'Europe est sous pression des Etats-Unis et des pays émergents pour réduire ses aides et droits de douane agricoles. "Nous avons une raison supplémentaire avec cette crise d'être vigilants pour empêcher tout accord déséquilibré, dont je rappelle que les premières victimes seraient les pays les plus pauvres", a-t-il argumenté.

Crise alimentaire : L'UMP souligne l'urgence pour l'ONU de "jouer un rôle"

AFP 14.04.08 | 13h58

Deux porte-parole de l'UMP ont appelé lundi l'ONU "à jouer un rôle urgent" face aux émeutes de la faim dans le monde, et estimé qu'il "faut avoir le courage" de soulever le problème de la "corruption" dans les pays bénéficiaires de l'aide internationale. "L'ONU doit jouer un rôle urgent", a déclaré Dominique Paillé, lors du point de presse hebdomadaire de l'UMP. Il a souligné la "nécessité d'une concertation et d'une action internationales fortes" pour "permettre aux pays les plus pauvres de ne pas subir ce qui n'est qu'une crise conjoncturelle".

Pour Chantal Brunel "il faut aussi avoir le courage de soulever le problème de la corruption" dans les pays bénéficiaires de l'aide, sachant par exemple que "seulement 30% de l'aide européenne parvient aux populations". "C'est très bien de demander davantage de crédits pour les pays en voie de développement mais le vrai problème c'est que ces crédits, qui sont l'argent du contribuable, arrivent aux destinataires", a-t-elle déclaré à l'AFP, en marge du point de presse. "On parle pudiquement de problèmes de gouvernance alors qu'il s'agit de détournements de fonds", a-t-elle estimé. "Il faut essayer de financer des microprojets par le microcrédit et de court-circuiter certaines structures gouvernementales" des pays bénéficiaires de l'aide internationale, a encore déclaré Mme Brunel.

Les agrocarburants, une "vraie fausse bonne idée" pour les Verts

AFP, LIBERATION.FR : lundi 14 avril 2008

Le parti écologiste demande à l'Union européenne d'abandonner ses objectifs de production de ces carburants dits bio qui vont "affamer la moitié de la planète".

Les Verts ont appelé aujourd'hui l'Union européenne à abandonner l'objectif de 10% de consommation d'agrocarburants dans les transports pour 2010, car ces derniers sont une "vraie fausse bonne idée", "même une idée meurtrière" qui va affamer "la moitié de la planète".

Face aux émeutes de la faim, les Verts appellent également le gouvernement, dans un communiqué, à prendre ses responsabilités lors de la prochaine présidence française de l'Union.

Pour Anne Souyris, nouvelle porte-parole nationale du parti écologiste, "entre se nourrir ou conduire, il faut choisir. Les pays riches ont le devoir de ne pas affamer le tiers-monde pour faire leur plein d'essence, alors que des solutions de transports plus sobres énergétiquement existent".

Selon la porte-parole, les agro-carburants "accélèrent la hausse des prix des matières premières, leur culture dégrade fortement l'environnement et leur bilan énergétique est

mauvais". "Sauf pour ceux qui les vendent, leur intérêt est nul. Quant au danger d'affamer la moitié de la planète, c'est une réalité", juge Anne Souyris.

Les Verts demandent également que soit "appliqué un moratoire sur toutes les constructions d'autoroutes en France, conformément à la promesse du Grenelle que le gouvernement n'a pas tenue". Ils demandent "la mise en place d'une taxe carbone, particulièrement sur le pétrole afin d'utiliser les fonds ainsi récoltés à diversifier la production et l'efficacité énergétique".

Les Verts souhaitent enfin qu'une "aide forte et massive" soit attribuée aux transporteurs routiers afin qu'ils soient "en mesure de changer d'activité". Ils réclament de consacrer les "sommes nécessaires au développement de transports en commun de qualité, accessibles à toutes les bourses, et au développement du fret ferroviaire et maritime".

Biocarburants: l'UE maintient ses projets, malgré le feu des critiques

AFP 14.04.08 | 14h12

"Crime contre l'humanité", "menace pour l'environnement": les biocarburants sont ouvertement critiqués, mais les responsables européens refusent de les abandonner, par crainte de remettre en cause tout leur plan de lutte contre le réchauffement climatique. "Il n'est pas question pour l'instant de suspendre l'objectif fixé pour les biocarburants", a affirmé lundi Barbara Helfferich, porte-parole du commissaire à l'Environnement Stavros Dimas. Les dirigeants européens, qui veulent montrer l'exemple contre le réchauffement, se sont engagés à réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre de l'UE d'ici à 2020. Pour ce faire, ils veulent porter à 20% la part des énergies renouvelables et imposer 10% de biocarburants pour les transports. Ils espèrent trouver un accord pour mettre en oeuvre ce plan d'ici fin 2008. "On ne peut pas changer un objectif politique sous peine d'avoir un débat sur tous les autres objectifs", a expliqué à l'AFP un responsable européen sous couvert de l'anonymat.

Les critiques se font pourtant de plus en plus dures contre les biocarburants face à l'envolée des prix alimentaires et la multiplication des émeutes contre la faim dans les pays en développement. "La fabrication de biocarburants est aujourd'hui un crime contre l'humanité", a tonné lundi le Suisse Jean Ziegler, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation.

L'Agence européenne de l'Environnement, un organisme relevant directement de la Commission européenne, a recommandé vendredi de "suspendre" l'objectif pour les biocarburants en raison des "menaces pour l'environnement".

Les dirigeants européens sont conscients de ces critiques, mais ils ont décidé de conserver leur objectif "à la condition d'assurer une durabilité de cette production et la promotion des biocarburants de la seconde génération", souligne M. Dimas. Le problème est que "les procédés de fabrication pour la seconde génération ne sont pas complètement au point", a confié à l'AFP ce week-end la secrétaire d'Etat française à l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet. "Cela peut prendre entre 10 et 20 ans", a-t-elle souligné.

Les carburants "verts" de la première génération - biodiesel et éthanol - sont produits avec des graisses et des sucres tirés de végétaux - blé, colza, maïs, betterave - également cultivés pour l'alimentation humaine et animale.

La seconde génération de biocarburants, comme l'éthanol cellulosique, utilise elle les résidus, comme les fanes des betteraves, la paille du maïs, grâce à la thermo-chimie et à la gazéification. Les 27 pays de l'UE devraient approuver le 7 mai des critères très stricts pour la production de ces biocarburants, selon la Commission.

Plusieurs dirigeants européens avaient fait part de leurs préoccupations face aux biocarburants lors du sommet européen de mars. Le chef du gouvernement italien Romano Prodi avait dénoncé le fait que les "cultures énergétiques" bénéficient de subventions. "Accorder d'énormes subventions pour produire les biocarburants est inacceptable moralement et irresponsable", s'était insurgé fin mars le patron du géant agroalimentaire Nestlé, Peter Brabeck. Si cela continue, "il n'y aura plus rien à manger", avait-il averti. "La production agricole à des fins alimentaires doit être clairement prioritaire", a renchéri lundi le ministre français de l'Agriculture Michel Barnier.

La Commission européenne a entendu le message. "Nous allons proposer aux Etats membres de supprimer ces subventions", a confirmé lundi son porte-parole à l'Agriculture, Michael Mann. L'aide est consistante: "90 millions d'euros pour 2 millions d'hectares", soit 45 euros l'hectare, a-t-il précisé.

Affaire NaKoNo

Fillon: "Il fallait marquer le coup"

Par Virginie LE GUAY, envoyée spéciale à Tokyo (Japon), Le Journal du Dimanche, 13/04/08

En visite au Japon pour relancer la coopération économique entre les deux pays, François Fillon s'est justifié sur "l'affaire" Nathalie Kosciusko-Morizet. Le Premier ministre, qui a exclu sa secrétaire d'Etat à l'Ecologie de ce voyage, estime que la jeune femme est allée trop loin mais veut désormais fermer cette parenthèse d'une nouvelle cacophonie gouvernementale.

"Bien essayé !" a lancé le Premier ministre samedi à un journaliste qui, alors qu'il visitait l'usine de retraitement des déchets nucléaires de Rokkasho-Mura, l'interrogeait sur l'absence de Nathalie Kosciusko-Morizet lors de ce voyage au Japon. "Bien essayé... mais nous aurons l'occasion d'en parler à d'autres moments", ajoutait-il, un demi-sourire aux lèvres.

Et des occasions, il y en eut. Rompant avec une habitude qui consistait jusqu'à maintenant à fuir les médias, selon le principe matignonnesque bien établi "le journaliste, c'est l'ennemi", le Premier ministre s'est, pour une fois, obligeamment prêté au jeu des questions-réponses avec la presse. Provoquant lui-même une rencontre informelle avec les "accrédités" de ce déplacement, le chef du gouvernement est tranquillement revenu sur le coup de chauffe gouvernemental provoqué par la sortie intempestive de la secrétaire d'Etat à l'Ecologie qui a violemment et publiquement dénoncé la façon dont elle estime avoir été lâchée par le chef de file des députés UMP et son ministre de tutelle. "Il y a un concours de lâcheté et d'inélégance entre Jean-François Copé, qui essaye de détourner l'attention pour masquer ses propres difficultés au sein du groupe, et Jean-Louis Borloo, qui se contente d'assurer le minimum." Un mot de trop, un mot fatal, mais une occasion en or pour François Fillon de reprendre la main.

"Si elle avait été là, on n'aurait parlé que de ça"

Opération en deux temps. Premier acte. Contraindre l'impétrante à rentrer dans le rang: excuses publiques, pas de séance de questions à l'Assemblée nationale mercredi dernier, plus de voyage au Japon. NKM, qui a en outre été contrainte de battre sa coulpe devant le bureau politique de l'UMP, a bu le calice jusqu'à la lie. "Elle est au fond de la crevasse", notait perfide, samedi, une de ses collègues du gouvernement qui n'a visiblement pas goûté

ce qu'elle appelle "l'exercice d'autopromotion" de la flamboyante polytechnicienne, nouvelle étoile montante de la Sarkozye.

Maintenue à son poste ministériel et dans ses fonctions de déléguée générale adjointe de l'UMP, NKM s'est attirée les foudres de François Fillon. Vendredi soir, à Tokyo, le chef du gouvernement est revenu sur ces "dissonances gouvernementales" et a taclé plutôt vertement la rebelle. "Il y a des limites à ce qu'on peut se dire. Parler de lâcheté, c'est très fort. Il faut revenir à un mode de fonctionnement plus harmonieux. Quand c'est dur, il faut que le gouvernement soit parfaitement d'équerre."

Toutefois, François Fillon n'a pas voulu en rajouter. Tout au plus a-t-il pris soin de rappeler que "les opinions ne doivent plus s'exprimer lorsque les arbitrages sont pris. Ce qui était le cas sur l'affaire des OGM". Pour le reste, le chef du gouvernement s'est fait le chantre de la solidarité gouvernementale. "Il n'y a pas à ouvrir en permanence le débat interne au gouvernement. Sinon, il n'y a plus de ligne." Il s'est également justifié de sa décision de ne pas emmener Nathalie Kosciusko-Morizet avec lui au Japon. "Si elle avait été là, on n'aurait parlé que de ça. Il fallait marquer le coup. Cette affaire n'est pas anodine." Selon François Fillon, la décision a été prise en accord avec Nicolas Sarkozy qui, lui aussi, aurait piqué "un coup de colère" en découvrant les propos de sa secrétaire d'Etat à l'Ecologie.

Un gouvernement "peut-être un peu trop vivant"

Mais "basta", a conclu le Premier ministre, qui a une nouvelle fois répété que "l'incident est clos". Il ne sera pas dit qu'au Japon le Fillon est grognon. Tout au long de ces deux jours de visite officielle qui intervient trois mois avant la venue en juillet de Nicolas Sarkozy, le Premier ministre a adopté la lotus attitude. Sourires nombreux et zénitude assumée. Escortée d'une brochette de chefs d'entreprise, Anne Lauvergeon, la patronne d'Areva - de plus en plus lookée en veste cintrée et boots noirs - en tête, François Fillon, japonophile convaincu (c'est son septième ou huitième séjour), s'est gardé de mettre de l'huile sur le feu. Interrogé sur les autres couacs gouvernementaux, il a simplement consenti à reconnaître que le gouvernement était "vivant", "peut-être un peu trop vivant", mais a parallèlement minimisé les déclarations de Rama Yade, la jeune secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, sur le Tibet. Estimant l'affaire réglée, il a signalé au passage que "mettre des conditions comme elle l'a fait ne pouvait que crispier encore les choses". Même souci d'apaisement sur le RSA (revenu de solidarité active) proposé par Martin Hirsch. "On est en train d'y travailler, il n'y a pas d'urgence, on prendra une décision avant l'été."

Résolu à se poser en réformateur, le chef du gouvernement a conclu la partie officielle de ce voyage par des mots très volontaristes. Lors d'une réception devant la communauté française il a rappelé que son désir d'avancer était intact. "Aux premières manifestations, à la première saute d'humeur de tel ou tel groupe de pression, aux premiers mauvais résultats d'une élection locale, on change de politique. Avec le président de la République nous sommes déterminés. Il faut démontrer qu'un gouvernement, qu'une majorité sont capables de tenir leurs engagements même quand le vent souffle un peu fort et que la mer est un peu agitée." A croire que Nicolas Sarkozy avait omis de l'informer de son changement de pied radical sur le dossier de la carte famille nombreuse...

Présente lors de cette visite officielle, l'épouse galloise du Premier ministre Penelope Fillon s'est montrée très discrète, tout juste si elle a consenti à évoquer sa "fascination" pour le sumo, un sport qu'elle découvrait. Questionnée sur la façon dont elle conçoit son rôle à Matignon, elle a affiché sa volonté de rester en retrait. "Je ne devrais même pas vous parler. Mais si vous m'interrogez sur le Japon..."

SONDAGE Le JDD

Vous savez que lors du débat sur les OGM à l'Assemblée Nationale, Nathalie Kosciusko-Morizet a défendu des positions assez restrictives concernant la culture des OGM. Vous personnellement, estimez-vous qu'elle a eu raison ou qu'elle a eu tort de défendre de telles positions?

- * **78%, Elle a eu raison**
- * 16% Elle a eu tort
- * 6% Ne se prononcent pas

Echantillon de 956 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées du 10 au 11 avril.

OGM: Nathalie Kosciusko-Morizet soutenue par 8 Français sur 10

samedi 12 avril 2008, 18h18 | AFP

Près de huit Français sur dix donnent raison à la secrétaire d'Etat à l'Ecologie Nathalie Kosciusko-Morizet sur la question des OGM, selon un sondage Ifop pour "Le Journal du Dimanche".

Interrogés sur les «positions assez restrictives concernant la culture des OGM» prises par la secrétaire d'Etat devant l'Assemblée nationale, 78% des sondés estiment qu'elle a eu raison. 16% sont d'un avis contraire.

6% ne se prononcent pas. Une large majorité des sympathisants de l'UMP lui ont également donné raison, 67% contre 26%.

Quant à la décision prise par le Premier ministre François Fillon de l'exclure de son voyage officiel au Japon, elle est condamnée par trois Français sur quatre (74%) qui la jugent «mauvaise». 22% qui l'approuvent. Les avis sont en revanche partagés du côté des sympathisants de l'UMP qui y voient à 46% une «bonne décision» et à 48% une «mauvaise décision».

La secrétaire d'Etat à l'Ecologie avait accusé mercredi son ministre de tutelle Jean-Louis Borloo d'être entré dans «un concours de lâcheté» avec Jean-François Copé, le chef des députés UMP, à propos du projet de loi sur les OGM.

Points de vue OGM

« Sur les OGM, la raison doit l'emporter »

*L'INVITÉ DU DIMANCHE : BERNARD ACCOYER, Le Parisien, 13/04/08
Propos recueillis par Nathalie Schuck et Dominique de Montvalon,*

MÉDECIN et élu de la Haute-Savoie, Bernard Accoyer est président de l'Assemblée nationale. Pivot de la majorité, c'est l'un des hommes clés de la galaxie UMP.

Le projet de loi sur les OGM a provoqué à l'Assemblée des remous et presque des violences...

Cette transposition de deux directives européennes a fait l'objet, depuis sept ans, de tergiversations sans fin. Ce retard a d'ailleurs entraîné des sanctions puisque la France est menacée, à cause de cela, de payer 38 millions d'euros. Or, derrière les OGM, il y a aujourd'hui une forme de doute, une sorte de peur...

Une peur que vous comprenez ? Je comprends que des craintes puissent s'exprimer à l'occasion d'une avancée technologique, sans doute insuffisamment expliquée. Cela étant, nous avons assisté à une gigantesque opération de manipulation de l'opinion, qui a déséquilibré le jugement des Français. Pendant ces sept années de vide juridique, il y a eu en effet une série d'actions violentes conduites par certains altermondialistes idéologues.

Leur opération de communication a été, il faut le reconnaître, un vrai succès. Un militant détruisant un champ d'OGM devant les caméras et face aux forces de l'ordre, ce sont des images tellement fortes ! L'amalgame, le raccourci, l'approximation ont prévalu sur la parole des scientifiques. Les accusations et la caricature l'ont emporté sur l'objectivité. Un seul exemple : la mise en cause systématique de l'impartialité, voire de la déontologie, de tous ceux qui tentent, de bonne foi, de défendre un autre point de vue dans ce débat. Résultat : l'opinion a été majoritairement troublée. Dans ce contexte, la discussion à l'Assemblée a été forcément très difficile.

Comment expliquer le psychodrame qui s'est joué autour de la secrétaire d'Etat à l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet ? Je regrette que la présence gouvernementale à l'Assemblée, pendant les débats, ait été réduite aux deux ministres chargés de l'environnement (NDLR : Jean-Louis Borloo et NKM).

Les enjeux sont importants : il faut trouver un équilibre entre le respect de l'environnement, la protection de notre agriculture, la défense de notre économie et de notre recherche. Or nous n'avons vu au banc du gouvernement ni Michel Barnier (NDLR : le ministre de l'Agriculture) ni Valérie Pécresse (NDLR : la ministre de la Recherche). Cela peut expliquer beaucoup de choses.

« Fermer la porte aux biotechnologies serait suicidaire »

Nathalie Kosciusko-Morizet a-t-elle péché par arrogance ? Non. Mais sa position n'a pas toujours été en phase avec celle de la majorité à laquelle elle appartient. C'est une situation que le Premier ministre a dû gérer avec doigté. Pour elle aussi, ce n'était sûrement pas facile de trouver la juste voie.

Elle n'aurait pas dû embrasser José Bové pendant sa grève de la faim de janvier, lui reprochent les députés UMP...

La question peut se poser lorsqu'il s'agit de quelqu'un qui s'est rendu coupable d'actions illégales de destruction au mépris du travail des chercheurs et des paysans. Mais allons à l'essentiel. Depuis qu'il y a des fauchages volontaires en France, les cultures expérimentales dûment autorisées de plantes génétiquement modifiées sont passées de 115 en 1997 à 13 en 2007. Et cette année, il n'y en aura sans doute pas. Tout l'avenir de notre agronomie, de notre recherche, de nos médicaments, de la lutte contre la mucoviscidose, contre certaines maladies orphelines ou certains cancers est remis en cause. Nos chercheurs s'en vont ou sont déjà partis.

Avant Bové, la France était l'un des tout premiers pays au monde dans le génie biomoléculaire. Aujourd'hui, elle est en passe de ne plus exister dans ce domaine. Pendant ce temps-là, les surfaces d'OGM cultivées dans le monde augmentent chaque année de plus de 20 %. C'est à ce jour l'une des meilleures solutions pour relever le défi de l'alimentation de l'humanité. On ne sait pas préserver notre ressource en eau, ni éviter les utilisations excessives de produits phytosanitaires qui polluent les nappes phréatiques sans ces

technologies d'avenir. Or certaines pollutions chimiques peuvent être effectivement cancérigènes. Voilà la vérité scientifique.

Vous êtes passionné...

Je suis entré tardivement en politique. Je suis médecin. Je lis régulièrement la presse scientifique.

Et je suis décontenancé par les mensonges énormes et les amalgames inimaginables qu'on a entendus à l'envi dans l'hémicycle. Toutes les positions dogmatiques sont inacceptables, comme le sont tous les sectarismes.

Qui visez-vous ? Je pense à ceux qui veulent, surtout sans le dire, une France sans aucun OGM, sans progrès.

Vous souhaitez que, sur les OGM, la clarification aille jusqu'au bout ? Evidemment !... Dans notre pays - celui des Lumières - seule la raison doit l'emporter.

Les députés UMP sont parfois jugés rétrogrades sur les questions d'environnement...

C'est tellement facile... Faut-il rappeler que c'est l'UMP qui a porté la charte de l'environnement ? Mais la France n'est pas dans une bulle de verre ! La défense de l'environnement passe aussi par l'utilisation des nouvelles technologies. On ne peut que se tourner vers le progrès pour relever les défis : c'est l'histoire de l'humanité. Si l'on n'avait pas accepté le nucléaire, nous n'aurions pas les moyens de lutter modestement contre les excès de consommation d'énergie fossile et contre l'effet de serre. Si nous n'avions pas maîtrisé les technologies de la vaccination, de la manipulation génétique pour créer les vaccins et, par exemple, éradiquer la rage, il y a des tas de problèmes majeurs que nous n'aurions pas surmontés. De façon générale, soyons pragmatiques.

Sans renier les engagements du Grenelle de l'environnement, ni le principe de précaution. Mais sur les biotechnologies, il ne faut pas fermer la porte à tout ! Ce serait suicidaire.

Le président de la République doit-il avoir le droit demain, à la faveur de la révision constitutionnelle, de venir s'exprimer devant le Parlement ? Il n'est pas illégitime qu'un chef de l'Etat puisse s'exprimer directement devant les parlementaires français, comme devant les médias ou devant d'autres parlementaires, ainsi que Nicolas Sarkozy l'a fait à Londres. Une intervention par an, ce serait bien. Mais il y a aussi des circonstances importantes - par exemple la décision d'envoyer des troupes à l'étranger - qui justifieraient une communication du chef de l'Etat devant les députés et sénateurs. Il faut en débattre.

Que pensez-vous du revenu de solidarité active (RSA) dont l'avenir n'est pas assuré ?

Le RSA est conforme à notre volonté de réhabiliter la valeur travail. Cette excellente idée de Martin Hirsch mérite d'être soutenue et mise en oeuvre au rythme des contraintes financières, tout comme sa proposition de créer un bouclier sanitaire, seul moyen de relever le défi de la hausse des dépenses de soins, inéluctable avec le vieillissement de la population et le progrès des traitements. C'est une réponse juste parce qu'elle tient compte des revenus des familles.

Fallait-il remettre en cause la carte famille nombreuse ? Je suis totalement opposé à ce que la nation ne manifeste pas concrètement une solidarité élémentaire à l'égard des familles nombreuses. Le président de la République a été très clair sur ce sujet. Je l'approuve totalement.

Monsieur Fillon, respectez le Parlement !

La droite veut-elle un débat sérieux sur les OGM ?

Le premier ministre a déclaré que le désormais fameux « amendement 252 » que j'ai défendu et fait adopter par l'Assemblée nationale « n'aurait pas dû être voté », et qu'il « s'engageait » à ce qu'il soit « supprimé » en deuxième lecture.

Peut-on imaginer plus grand déni des droits du Parlement ? L'exécutif cherche à revenir sur une décision prise, en dictant purement et simplement aux représentants du peuple les décisions souveraines qu'ils prendront dans les semaines à venir !

Certes, la gêne du gouvernement provient du fait que cet amendement n'est pas neutre. Je le revendique. Au travers de l'appel au respect de la diversité de nos milieux naturels, du savoir-faire paysan, de notre patrimoine agricole et culturel, il porte en germe un modèle agricole tout simplement incompatible avec celui que les libéraux de l'OMC et de l'Union européenne veulent imposer à la planète : une agriculture industrialisée, standardisée, américanisée, mettant le monde paysan en coupe réglée au bénéfice des intérêts mercantiles d'un petit nombre ; une économie productiviste ignorant que les attaques contre l'exploitation familiale et les structures sociales du monde rural fragilisent autant les écosystèmes que les hommes, l'environnement que la qualité de vie rurale.

Et mon amendement, dans ce contexte, est un appel à autre chose : à partir d'une volonté politique exigeant de concilier qualité, respect de l'environnement et production des denrées agricoles en quantité suffisante, la France ne manque pas d'atouts pour faire prendre une voie d'avenir à notre agriculture tout en garantissant sa souveraineté alimentaire.

Et si l'amendement que je portais au nom des députés communistes et républicains a été adopté, c'est qu'il a eu le soutien de députés de la droite et du centre.

Ces députés, pour la plupart élus de zones de montagne, comme la Haute-Savoie ou le Massif central, vivent en plein les contradictions de la politique agricole libérale et savent que l'introduction d'OGM dans leurs territoires peut réduire à néant des filières entières protégées et reconnues, à forte valeur ajoutée, telles que les filières AOC.

Et lorsque la discipline de l'appareil UMP se relâche un peu, ces élus votent en fonction des attentes de leurs paysans et électeurs. L'Assemblée nationale quitte alors ce statut de chambre d'enregistrement dans lequel on souhaite si souvent l'enfermer.

À cet égard, la secrétaire d'État à l'Écologie doit être saluée pour le profond respect dont elle fait preuve à l'égard de notre Assemblée quand elle renvoie à la « sagesse », donc à la liberté de vote. Si elle a été blâmée et punie, c'est pour avoir permis l'ouverture d'un débat responsable et contradictoire qui a fait jusqu'à maintenant tant défaut sur la problématique des OGM, comme d'ailleurs sur le modèle agricole dont la France a besoin.

Car, comme l'a exprimé un collègue, « ce ne sont pas les éleveurs de poulets du Gers, les producteurs de foie gras du Périgord ou de jambon de Lacaune qui demandent à utiliser des OGM » !

Le gouvernement cherche à faire adopter à la dérobée des mesures qu'il ne peut assumer publiquement face à une opinion très largement opposée aux OGM et attachée à une nourriture de qualité. Il cherche à empêcher le débat sur sa politique agricole et celle de l'Europe, à l'heure où l'explosion des prix des céréales et l'exigence de produire davantage de denrées alimentaires pour nourrir la planète imposent une remise en cause totale des

orientations de la politique agricole commune, avec en particulier le respect de l'environnement et des écosystèmes locaux.

Le président de la République, dans un discours récent, souhaitait voir la gastronomie française inscrite au patrimoine de l'humanité. Une bonne mise en bouche de ce vœu serait sans aucun doute de mettre en conformité sa pratique et son discours... et de faire respecter le choix du Parlement !

OGM : le fantasme de la simplicité

PAR ANNE BAUER, « UNE » Les échos, 14/04/08

Quand la hausse des prix alimentaires soulève tant d'inquiétudes dans les pays pauvres, nos débats précautionneux sur les OGM ne sont-ils pas très égoïstes ? Les OGM ne peuvent-ils pas résoudre la faim dans le monde ? Ce slogan est malheureusement trop simpliste au vu de ce que l'on sait aujourd'hui des plantes transgéniques.

Les OGM ne sauveront pas la planète de la faim

Anne Bauer, Les échos, 14/04/08

N'en déplaise à certains députés dépités après le vote tumultueux à l'Assemblée nationale, les OGM ne sauveront pas la planète de la famine. Ce n'est pas la secrétaire d'Etat à l'Ecologie, Nathalie Kosciusko-Morizet, qui le dit. Ni même José Bové. Mais un groupe de 400 experts réunis la semaine dernière à Johannesburg, sous la houlette des agences de l'ONU et de la Banque mondiale. Comment nourrir 9,2 milliards d'hommes en 2050 sans provoquer de dégradations environnementales irréversibles et sans accentuer encore l'écart entre les affamés et les obèses ? C'est la question à laquelle tentent de répondre depuis quatre ans les groupes de travail intergouvernementaux réunis par le professeur Robert Watson, ancien président du Groupe international des experts sur le climat.

Demain, ils publieront leur rapport final sur « L'évaluation internationale des sciences et technologies agricoles au service du développement ». Les amateurs de recettes miracles en seront pour leurs frais. Et notamment les agrochimistes, mécontents des conclusions, qui ont pratiqué la politique de la chaise vide pour faire pression. Ainsi, au moment où la ministre perdait ses nerfs à Paris après plusieurs jours de débats éprouvants à l'Assemblée nationale, le président du Programme des Nations unies pour l'environnement, Achim Steiner, brisait à Johannesburg le ronron diplomatique des réunions onusiennes. « Ceux qui claquent la porte ont tort, nous avons besoin de tous les points de vue, car il n'y a pas de réponse simple aux défis de l'agriculture du XXI^e siècle », a-t-il déclaré d'emblée dans son discours d'ouverture, à l'adresse des agrochimistes Monsanto, Syngenta et BASF.

Car il n'y a pas qu'en France que les OGM font polémique. Pour développer l'agriculture du XXI^e siècle, soulignent les experts, il faut d'abord garantir l'accès des petits exploitants à la terre, mieux organiser les marchés locaux et d'exportation, ouvrir l'accès au crédit, trouver des mécanismes de règlement équitable des conflits, investir dans la recherche sur des plantes locales comme le mil, favoriser la formation, etc. Bref, engager un effort sans précédent pour une meilleure gouvernance. Partout, il existe des réserves de productivité importantes, freinées par la guerre, la corruption, l'ignorance, l'absence de financement, d'équipements ou d'infrastructures... Importante, la technologie est insuffisante. Alors

pourquoi, douze ans après leur commercialisation, les OGM apparaissent-ils toujours à certains comme une voie d'avenir pour résoudre la faim dans le monde ?

En grande partie parce qu'ils font rêver. Ils représentent la solution simple, scientifique, idéale. L'OGM miracle, c'est comme le vaccin contre le sida : un but, un espoir, mais toujours pas une réalité. Aujourd'hui aucune manipulation génétique ne permet encore de faire pousser du blé dans le Sahara. Les recherches sur des plantes résistant mieux au sel ou à la sécheresse se poursuivent, mais, pour l'instant, seules des plantes herbicides ou pesticides sont commercialisées sur quatre grandes cultures : soja, maïs, colza et coton, dont les brevets sont à 95 % détenus par une firme unique, Monsanto.

Un acteur principal, quatre cultures, le bilan devrait donc être facile à tirer. Or, malgré une décennie de développement, il n'existe aucun observatoire international fiable, qui permette de tirer un bilan réaliste des avancées promises par les cultures transgéniques. « Les données recueillies pour certaines années et certaines plantes génétiquement modifiées indiquent des gains de rendement allant de 10 à 33 % dans certaines régions et des baisses de rendement dans d'autres », souligne le rapport international (1). Certains agriculteurs les ont adoptés et se sont enrichis, d'autres les ont essayés et se sont appauvris... La Convention internationale sur la biosécurité prônait bien l'établissement d'une sorte d'observatoire mondial, mais aucun des grands producteurs d'OGM, Etats-Unis en tête, ne l'ont ratifiée.

Les experts réunis par le professeur Watson se montrent aussi très méfiants à propos des brevets relatifs aux transgènes. « On peut craindre que les instruments relatifs aux droits de propriété intellectuelle actuellement en place n'entraient à terme la conservation des semences, ainsi que l'échange, la vente et l'accès aux matériaux brevetés dont les chercheurs indépendants ont besoin pour effectuer leurs analyses et expériences relatives aux impacts. » Ils se montrent enfin inquiets des futurs problèmes de voisinage entre cultivateurs pro et anti-OGM en cas de contamination. Ce qui était justement en jeu dans le projet de loi sur les OGM en France, chargé d'organiser les règles du jeu d'une éventuelle coexistence entre les cultures OGM, conventionnelles et biologiques. Selon que les obligations et nouvelles règles de responsabilité entre « contaminants » et « contaminés » seront plus ou moins strictes, la culture des OGM pourra se développer plus ou moins facilement dans l'Hexagone. Voilà pourquoi le texte de loi, censé n'être que la transposition technique d'une directive européenne sur la cohabitation des cultures, soulève tant de passions. Il sera examiné en deuxième lecture au Sénat cette semaine, chacun des lobbies pro et anti étant déterminé à mener bataille jusqu'au bout.

Pour ou contre, comme l'a rappelé Achim Steiner, même si les prix flambent (+ 87 % pour le soja en un an, + 31 % pour le maïs et + 130 % pour le blé) et bien que les émeutes de la faim s'enchaînent, il ne faut pas perdre de vue que la production agricole est actuellement suffisante pour nourrir la planète. Si l'on divise strictement le nombre de calories par habitant, elle pourrait même nourrir près de 10 milliards d'habitants. « La bonne nouvelle, c'est que nous avons assez de nourriture, des technologies, du savoir-faire, de la science. La mauvaise, c'est la terrible empreinte écologique que provoque l'agriculture productiviste », a-t-il rappelé, en soulignant qu'il n'y aura pas à l'avenir une seule solution, l'agriculture biologique ou l'agriculture transgénique, mais différents modèles et des écosystèmes diversifiés. Ce qui demandera bien plus d'efforts qu'un simple slogan sur les OGM, futur de l'humanité.

ANNE BAUER est journaliste au service Enquêtes des « Echos ».

(1) Les citations sont issues de l'avant-projet du rapport de synthèse avant la réunion finale qui s'est tenue à Johannesburg du 7 au 12 avril et dont les conclusions seront publiées le 15 avril.

Barnier défend les avancées de la loi sur les OGM

Propos recueillis par Sophie Huet, Le Figaro, 14/04/08

«Prenons garde de ne pas décourager les laboratoires publics et privés. Il n'est écrit nulle part qu'à l'avenir les céréales devront être américaines, les biocarburants brésiliens, la recherche indienne ou chinoise et... la facture européenne», prévient Michel Barnier.

«Ce n'est jamais facile d'être ministre de l'Environnement quand on est à droite», rappelle le ministre de l'Agriculture qui occupa également ces fonctions.

LE FIGARO. Le projet de loi sur les OGM a-t-il été «dénaturé» par les députés ?

Michel BARNIER. Non. Il y a même eu un certain nombre d'avancées notamment sur l'organisation du Haut Conseil des biotechnologies ou sur l'étiquetage des semences.

En revanche, l'amendement du communiste André Chassaigne pose problème.

Soit il est inutile, soit il est hypocrite. Si l'intention sincère de ceux qui l'ont voté est de protéger les AOC et les zones naturelles, il est inutile, car les agriculteurs et les responsables des parcs naturels peuvent, dans leur cahier des charges, interdire la culture des OGM.

La majorité a d'ailleurs voulu renforcer ces mesures. Mais, si l'intention cachée est d'interdire dans toute la France les OGM, alors, il faut le dire, et nous ne pouvons pas l'accepter. C'est contraire à une directive européenne qui empêche les interdictions de cultures d'OGM sur tout un territoire. Je pense que cet amendement devra être réexaminé au Sénat.

Nathalie Kosciusko-Morizet a-t-elle franchi la ligne jaune en s'en remettant à la sagesse des députés sur cet amendement ?

Sur cet amendement voté au milieu de la nuit, il y a eu un certain flottement.

Les députés attendaient sans doute une position claire du gouvernement. Au-delà des critiques qui ont été faites, NKM a eu le mérite de s'expliquer franchement devant François Fillon, Jean-Louis Borloo et Jean-François Copé au bureau politique de l'UMP.

Chacun considère que l'incident est clos. Ce n'est jamais facile, je peux en témoigner, d'être ministre de l'Environnement quand on est à droite !

Bernard Accoyer déplore, dans Le Parisien, votre absence de l'Hémicycle lors du débat. Que lui répondez-vous ?

Bernard Accoyer sait bien que le gouvernement doit parler d'une seule voix. Le premier ministre avait chargé Jean-Louis Borloo de conduire cette discussion qui englobe l'environnement, la recherche, l'agriculture et la santé.

Il l'a bien fait. Je me suis exprimé à ses côtés devant l'Assemblée nationale au début de la discussion générale. J'étais là aussi pour le vote final et je reste à la disposition du Parlement.

Les anti-OGM considèrent que c'est un projet de loi pro-OGM. Que leur répondez-vous ?

Ce projet de loi n'est pas un texte pour ou contre les OGM. Il s'agit d'organiser la production avec ou sans OGM et la coexistence éventuelle des cultures. C'est une autre question et une autre procédure de savoir si nous autoriserons ou non les cultures d'OGM à l'avenir.

Je rappelle qu'en 2001, Lionel Jospin et sa ministre Verte Dominique Voynet ont accepté une directive européenne sur ce dossier des OGM qui devait être transcrite dans notre droit national. Ce projet de loi est un vrai progrès sur la transparence, la responsabilité, le libre choix et l'évaluation scientifique.

Faut-il autoriser les OGM pour la recherche ?

Évidemment. Mettons dans ce débat davantage de raison que de passion, et prenons garde de ne pas décourager les laboratoires publics et privés. Il n'est écrit nulle part qu'à l'avenir, les céréales devront être américaines, les biocarburants brésiliens, la recherche indienne ou chinoise et... la facture européenne !

Il serait aussi paradoxal que le combat des anti-OGM aboutisse à un monopole mondial d'une seule entreprise multinationale américaine, Monsanto.

Et puis, il ne faut pas résumer la question des OGM à l'agriculture. Il y a des recherches sur les OGM qui sont d'intérêt général, pour permettre à l'industrie d'utiliser moins de produits chimiques. I

Il y a aussi des recherches OGM sur la nutrition ou sur la mucoviscidose. Enfin, les biotechnologies ne se résument pas aux OGM. Il y a des biotechnologies végétales ou agronomiques sans transgénèse sur lesquelles nous allons amplifier la recherche avec un programme de 45 millions d'euros.

Les agriculteurs sont-ils très hostiles aux cultures d'OGM ?

Il n'y a pas d'hostilité idéologique de leur part, puisque les agriculteurs cherchent à utiliser moins de produits phytosanitaires. Ils savent qu'il y aura de moins en moins d'eau, ils doivent protéger leurs plantes. Ce sont précisément les propriétés des semences d'OGM. Ils sont également vigilants sur les risques de dissémination et c'est à ces questions que le projet de loi permet précisément de répondre.

Y a-t-il un risque de contamination en cas de coexistence des cultures ?

C'est d'un risque de dissémination qu'il peut s'agir. C'est parce qu'il y a une interrogation sur ce point que le gouvernement a fait jouer la clause de sauvegarde sur le seul maïs transgénique cultivé en France, le MON810. Nous attendons l'évaluation européenne de ce risque.

L'écologiste Corinne Lepage a dit que le «Grenelle de l'environnement» était «planté». Qu'en pensez-vous ?

C'est un propos polémique qui est faux, parce que durant tout le «Grenelle», chacun des participants savait que ce texte, qui constitue un progrès en matière de transparence et de responsabilité, viendrait en discussion. C'est aussi un propos injuste, car le travail du «Grenelle» continue. Jean-Louis Borloo va présenter plusieurs projets de loi dans les mois qui viennent, pour mettre en œuvre les propositions du «Grenelle».

Vous vous rendez aujourd'hui à Bruxelles pour étudier avec les autres ministres de l'Agriculture la question de la sécurité alimentaire. Est-ce une urgence ?

Oui, il y a urgence. J'y travaille avec Bernard Kouchner. Il y a urgence à prendre une initiative européenne, car l'insécurité alimentaire devient une question de sécurité. Elle

provoque des émeutes à Haïti ou à Yaoundé et un jour des guerres, comme d'ailleurs la question de l'eau. Je proposerai à mes collègues plusieurs orientations : il faut préparer l'agriculture à s'adapter au changement climatique, au Nord comme au Sud, il faut donner la priorité à la production agricole à des fins alimentaires, abonder très vite le programme alimentaire mondial, réorienter notre aide publique vers l'agriculture, un secteur délaissé depuis trente ans au niveau européen comme dans les relations bilatérales avec l'Afrique. La Banque mondiale vient de dire que l'agriculture est le meilleur levier pour lutter contre la pauvreté. Nous ne devons pas seulement exporter ou aider dans l'urgence. Il faut que ces pays pauvres retrouvent une capacité de production autonome.